

CLAUDE SARRAUTE

JEAN PLANCHAS

LEGRAND Tailleur
27, rue du 4 Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 37-27-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

(Lire nos informations page 6.)

(Lire la suite page 9.)

ges 26 et 27

Programmes des expositions (20) • Programmes des spectacles (21 à 23) • Radio-télévision (24) • Informations services : Météorologie (24) • Mots croisés (25) • Carnet (25) • Annonces classées (28)



(*) Professeur de science politique et directeur du Centre d'études européennes à l'université de Princeton.



étranger

LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU RÉGIME AUX PHILIPPINES

M^{me} Aquino, la nouvelle présidente des Philippines, a été saluée et souvent félicitée chaleureusement un peu partout à travers le monde, sauf dans les pays de l'Est et à Moscou, l'agence Tass se contentant même d'annoncer, très succinctement, la fuite de M. Marcos. En Asie, après avoir observé une attitude en retrait pendant le déroulement de l'épreuve de force entre M. Marcos et Mme Aquino, Pékin s'est « félicité », ce mercredi 26 février, de « l'arrivée du nouveau gouvernement » et a souhaité le « développement »

des relations entre les deux pays. Le Japon, dont le gouvernement a fait preuve d'un opportunisme plutôt frileux pendant toute la crise, sans doute pour ne pas réveiller des sentiments anti-japonais encore vives aux Philippines, a exprimé l'espoir que « le peuple philippin s'unisse derrière le nouveau gouvernement dirigé par la présidente Aquino ».

Réunis mardi à La Haye, les ministres des affaires étrangères de la CEE ont « chaleureusement loué Mme Aquino pour sa position

constante dans la défense des principes démocratiques et pour le rôle important qu'elle joue maintenant aux Philippines ». Ils lui ont également adressé « leurs félicitations en tant que présidente ».

En France, en tournée électorale, mardi, dans la région Midi-Pyrénées, M. Laurent Fabius, constatant que « l'hiver est dur pour les dictatures », a tenu, à Figear, à « saluer le changement » et à réitérer « le soutien de la France à M^{me} Cory Aquino ». M. Raymond Barre a déclaré, de son côté, mardi soir à

Paris : « M. Marcos est parti. C'est très bien... J'espère que, cette fois, les Philippines seront gouvernées avec un plus grand respect des lois démocratiques, nous verrons bien... ».

Parmi les autres pays qui ont reconnu le nouveau régime figurent notamment l'Australie et Israël. A Haïti, où la crise philippine a été suivie avec passion, on se félicite de la fuite du dictateur philippin, moins de trois semaines après celle de « Bébé Doc », à bord d'un avion militaire américain.

De notre correspondant

Washington. — La démocratie a d'assez étranges détours que le destin. Rien, a priori, ne désignait un propriétaire de casino, Américain d'origine basque et sénateur du Nevada, à être son instrument aux Philippines. C'est pourtant cet homme, soixantenaire de puberté, pour cures de jeunesse, intime du président et de M^{me} Reagan et grand ami de l'aile la plus conservatrice du Parti républicain, qui a su faire comprendre à M. Marcos que l'obstination était vain.

Il est un peu plus de 14 heures, lundi 24 février, lorsqu'on vient quérir le sénateur Paul Laxalt dans la salle du Congrès, où le secrétaire d'Etat George Schultz fait le point sur la crise philippine devant un parterre d'élus. A Manille, il est mardi 3 heures du matin, et le président Marcos est au bout du fil. « Désespéré et se raccrochant à tout et rien », dira le sénateur, il veut savoir si le « communiqué du département d'Etat » reflète la position de la Maison Blanche et s'il y aurait encore moyen d'arriver à un partage du pouvoir avec M^{me} Aquino.

Le communiqué auquel il fait allusion (« Une solution à cette crise ne peut être assurée que par une transition pacifique vers la formation d'un nouveau gouvernement ») a, en fait, été publié par la présidence américaine, et c'est celui par lequel M. Reagan a, pour la première fois, demandé avant l'aube ce même lundi le retrait du vieux dictateur. M. Laxalt remet donc au clair les informations de M. Marcos et se retrouve, ce faisant, dans ce rôle d'interprète de la Maison Blanche qu'on l'avait envoyé jouer, en octobre dernier à Manille, lorsqu'il avait fallu convaincre le président philippin que les réformes exigées de lui par Washington n'étaient pas seulement par les parlementaires démocrates et les diplomates de carrière, mais aussi par M. Reagan.

M. Marcos avait compris, mais il avait cru pouvoir échapper aux pressions en organisant l'élection présidentielle anticipée, dont il n'aurait pas su contrôler le déroulement. En ce sens, M. Laxalt avait déjà précipité la chute de l'autocrate, mais il n'ose pas là, sur l'instant, porter de lui-même le coup de grâce. Il demande du temps pour interroger la Maison Blanche, y court pour une réunion improvisée de vingt-trois minutes avec le président,

M. Shultz, le secrétaire général de la présidence, Donald Regan, et le conseiller pour les affaires de sécurité nationale, l'amiral Poindexter, du bureau duquel il rappelle Manille.

Un long silence

Le jour va bientôt s'y lever et M. Laxalt demande au président Marcos s'il a passé toute la nuit éveillé. « Oui », répond celui-ci, car il pensait que le palais allait être pris d'assaut, et il s'attendait alors que M. Reagan considère comme « impraticable » l'idée d'un partage du pouvoir, mais que sa famille et lui-même seraient « les bienvenus » aux Etats-Unis.

Le monde le sait depuis une dizaine d'heures, mais M. Marcos ne comprend qu'à ce moment-là qu'il n'a plus personne sur qui compter : « Sénateur, que dois-je faire ? », dit-il, et M. Laxalt (« C'était la question coup de poing, mais je n'étais pas tenu aux amabilités diplomatiques ») répond : « Tournez la page et tournez la sans bavures : le temps est venu ». Suit un long silence sur la ligne. « Si long que j'ai fini », rapportera M. Laxalt dans d'innombrables interviews, par demander s'il était toujours là. Il a dit « oui » et ajouté : « Je suis tellement, tellement déçu », mais sans préciser ce qu'il allait faire.

Selon d'autres sources, Ferdinand Marcos aurait en fait précisé qu'il maintiendrait sa cérémonie d'investiture prévue pour mardi midi heure de Manille, mais en laissant comprendre qu'il partirait ensuite. D'autres sources encore, les plus fiables a priori, affirment au contraire que la certitude de l'accord du dictateur pour son retrait de la scène n'aurait été acquise qu'aux environs de 17 heures mardi, heure de Manille.

Les traits tirés des responsables directs du dossier au département d'Etat attestent en tout cas, mardi soir, qu'ils n'avaient guère dormi la nuit précédente, et il y eut tant de coups de téléphone dans tous les

LA NUIT DU « LACHAGE » AMÉRICAIN

— Sénateur, que dois-je faire ? — Tournez la page, président !

Plusieurs points d'importance paraissent en vogue de Washington, à peu près établis. Il semble d'abord que M. Marcos ait lui-même précipité sa perte en donnant son aval à un projet d'arrestation d'officiers soupçonnés de félonie et parmi lesquels compaissaient MM. Enrile et Ramos, le ministre de la défense et le chef d'état-major adjoint des armées dont le retour, samedi, a décidé du cours des événements.

sens et entre tant de gens différents que la vérité a fort bien pu n'être pas, pour chacun, la même au même moment.

Ce même message avait également été envoyé à M. Marcos, lundi après-midi, publiquement par le Congrès et personnellement par le département d'Etat. Avant même que M. Reagan n'ait été convaincu par son entourage de lui demander

Maison Blanche mettait publiquement en garde M. Marcos contre l'usage de la violence pour mater leur rébellion, les Etats-Unis ont fait savoir aux responsables militaires philippins qu'ils « penchaient du côté de M^{me} Aquino [et qu'il] ne serait pas sage de s'engager dans quelque violence que ce soit, [car], si Marcos compliquait les choses, ceux qui l'aideraient ne seraient pas bien vus » — n'aurait pas, en clair, à espérer pouvoir trouver refuge ensuite en Amérique.

Une « grande fatigue »

Après le passage de ces deux hommes à l'opposition et alors que la

Le joyeux saccage du palais présidentiel

De notre envoyé spécial

Manille. — On défendait des portraits de Ferdinand et d'Imelda, on brûle des coussins des salons, on jette des balcons les documents trouvés dans les bureaux de l'administration du palais. C'est la liesse plus que la victoire, l'irrévérence rageuse plus que la fureur destructrice. La foule innombrable et jubilaire envahit Malacanang deux heures à peine après que M. Marcos et sa famille eurent quitté le palais présidentiel à bord de deux hélicoptères militaires. Il est 21 heures et 5 minutes exactement lorsque les deux appareils s'élèvent de la rive de la rivière Pasig, sur laquelle donne le palais, pour s'évanouir dans une nuit de pleine lune en direction de la baie de Manille.

Après quelques affrontements à jets de pierres, qui font des blessés légers, entre la foule des assaillants et le dernier carré des fidèles de Marcos retranchés derrière les grilles de Malacanang, le vieux palais blanc, de style colonial espagnol, est conquis sans résistance. Les soldats ont disparu, laissant chers et automitrailleurs dans le parc. Vers 9 h 30, les mille « marines » qui gardent M. Marcos depuis trois jours ont commencé à se replier sur le palais et abandonnent leurs positions à l'extrémité des rues y conduisant. Leur mouvement intrigue les habitants du quartier qui commencent à comprendre ce qui était en train de se passer lorsqu'ils entendent le grondement des hélicoptères.

Il ne reste plus alors, dans l'enceinte du palais, qu'une partie des invités de M. Marcos à la cérémonie d'investiture pour ce nouveau mandat de président qui aura duré huit heures. A cette réception, on ne voit ni les membres du gouvernement ni le vice-président, M. Tolentino. En revanche, dans la foule de six cents invités, on a noté la présence des hommes de main du régime, des membres des armées privées, des « barons » du KBL, parti de M. Marcos. C'est avec eux que se produisent les affrontements qui précèdent la prise de Malacanang. La vue de ces faces patibulaires, hurlant « Marcos, Marcos », « loi martiale, loi martiale » aura été le dernier contact du couple présidentiel avec le peuple philippin.

Ultime et dérisoire cérémonie

Au cours de cette cérémonie pathétique, ultime et dérisoire tentative pour revendiquer un pouvoir évanoui, Ferdinand et Imelda chantent au balcon du palais, se tenant par la main, la chanson d'amour philippine qu'ils affectionnent, comme ils l'ont fait souvent en public dans les moments de joie. Quelques

heures plus tard, sur l'estrade de bois construite dans le jardin du palais et qui a été le théâtre du triste épilogue de la saga de Marcos, la foule entonne *Ang Bayan Ko*, le chant de l'opposition, grave et profond, qui fut celui de la guérilla contre les Espagnols au siècle dernier. Beaucoup brandissent des couronnes d'épines faites avec les barbelés plus barbaques qui protègent le palais.

La « prise de Malacanang » est l'œuvre de cette foule de petits gens venus avec leurs enfants, marchant derrière d'immenses statues de la Vierge placées sur le toit de camionnettes et éclairées par des cierges au milieu des pétards et de la jubilation générale. La scène est plus proche du carnaval que de l'épopée révolutionnaire. A la joie de la fête se mêle le plaisir simple d'accéder à un lieu interdit : « C'est la première fois de ma vie que j'entre ici, et vous ? » nous demande une femme, visiblement d'origine modeste, portée par la vague humaine à l'intérieur du palais. « On veut voir, on veut voir ! » hurlent des hommes accrochés aux grilles de fer forgée des portes des appartements privés plongés dans l'obscurité.

« C'est à Cory »

Par une porte dérobée, on peut accéder à ces grandes salles du rez-de-chaussée où, quelques heures auparavant, des domestiques en tenue blanche servaient encore des rafraîchissements aux visiteurs. Dans le grand salon pavé de marbre ouvrant sur la Pasig, la foule silencieuse et intimidée avance, s'éclairant avec des lampes électriques, tatonnant dans les ténèbres. Une porte ouvre sur un embarcadere : c'est de là que M. Marcos et sa famille sont partis pour l'autre bord de la rivière où les deux hélicoptères les attendaient.

Les appartements privés, la pièce laboratoire d'hôpital équipée d'appareils de dialyse où M. Marcos était traité ainsi que son bureau ont été fermés. Des caisses de munitions et des chargeurs de mitrailleuses traînent dans le grand salon de réception où se tenaient les conférences de presse de l'ex-président. « C'est à Cory, il ne faut pas y toucher » répète un jeune soldat qui transpire en brandissant l'entrée de la salle, l'arme au poing.

Peu avant l'aube, une foule cloisonnée tourne encore autour du palais blanc, foulant les pelouses du jardin jonchées de papiers et de restes de repas comme un parc après un piquenique. Les Philippines ont eu leur nuit magique, ces heures rares où un peuple s'enivre de son pouvoir.

Ph. P.

de partir, le président philippin avait été ainsi privé de moyens d'action. Un fait accompli avait, de cette manière, été créé, contre lequel aucun des deux chefs d'Etat ne pouvait plus grand-chose.

Il semble que jusqu'à mardi en fin d'après-midi, heure de Washington, M. Marcos ait désespérément tenté — alors qu'il se trouvait déjà, avec sa suite, sur la base américaine de Clark, à côté de Manille — d'obtenir la possibilité de rester en territoire philippin en allant s'installer dans sa province natale. L'ambassade des Etats-Unis aurait transmis cette requête aux nouvelles autorités, qui l'auraient catégoriquement repoussée en raison des tensions qu'aurait pu provoquer la présence dans le pays de l'ancien dictateur.

C'est après ce dernier épisode que M. Marcos, accompagné d'une soixantaine de ses proches, a été transféré sur l'île de Guam, en territoire américain, où il a été immédiatement hospitalisé, dans un « état de grande fatigue », ont unanimement dit à Washington tous les porte-parole officiels. Fidèle aux engagements qu'il avait pris — et certainement aussi à un réflexe profond — M. Reagan a fait dire et répéter que M. Marcos était un « ami » et serait accueilli à ce titre.

Une fin heureuse

Cette offre d'asile a été totalement approuvée par l'un des plus constants adversaires américains de M. Marcos, la président de la sous-commission des affaires asiatiques de la Chambre, M. Solarz, qu'on a entendu déclarer à la télévision qu'il fallait « rendre hommage à notre gouvernement » pour le dévouement de cette affaire. Le sénateur Kennedy, qui, pour entretenir avec M. Reagan des relations personnelles chaleureuses, ne le dénonce pas moins quatre fois par jour comme l'incarnation du mal, s'est,

lui aussi, félicité sans réserves de cette fin heureuse. La presse et l'opinion, très majoritairement favorables à M^{me} Aquino, ne peuvent être que ravies, et c'est, en bref, un triomphe politique pour M. Reagan sous la présidence duquel l'avion militaire américain sera devenu l'instrument privilégié d'évacuation des dictateurs.

Souriant et ravi, M. Shultz avait annoncé lui-même dans la matinée le départ de M. Marcos et la reconnaissance immédiate par les Etats-Unis du gouvernement de M^{me} Aquino, à laquelle, a-t-il dit, « nous rendons un hommage particulier pour son engagement en faveur de la non-violence qui lui a gagné le respect de tous les Américains ». Prenant le relais du secrétaire d'Etat, chaque officiel américain a ensuite martelé toute la journée que cette issue avait été décidée par les Philippines eux-mêmes et non par les Etats-Unis, qui n'en avaient pas moins, en cette affaire, une « politique conséquente » en réclamant depuis plusieurs mois des réformes.

Vrai ? Faux ? Les deux, puisque la vérité est qu'il y a effectivement eu une remarquable constance du département d'Etat et du Congrès en faveur de la démocratisation ; que la Maison Blanche a constamment été en retard de deux trains au moins ; que M. Reagan, lors de sa conférence de presse du 11 février, a failli précipiter les Philippines dans des affrontements sanglants en avalisant la fraude officielle de l'élection, mais qu'il a aussi su rattraper cette inépuisable gaffe en se démentant progressivement jusqu'au point d'abandonner — contre son cœur mais avec réalisme — M. Marcos à son sort.

BERNARD GUETTA.

FRÈRE ROGER DE TAIZÉ



Frère Roger parle quotidiennement avec les jeunes et les moins jeunes de tous les continents qui se succèdent à Taizé, de semaine en semaine, hiver comme été, à la recherche de Dieu. Son journal est le fruit d'une réflexion alimentée par ce contact permanent.

72 F

SEUIL

APRÈS LE DÉPART

Cory Aquino et les espoirs

(Suite de la première page.)
M^{me} Aquino bénéficie de cette force et d'une nouvelle aux Philippines qui constitue une nation libre. Après trois siècles d'oppression, elle a enfin obtenu son indépendance. Mais elle a aussi hérité d'un lourd héritage : une économie dévastée, une population désemparée, une armée dévouée à l'ancien régime. M^{me} Aquino a donc devant elle une tâche immense : reconstruire le pays, réformer l'armée, et surtout, garantir la stabilité démocratique.

Qu'en sera-t-il, ce sont ceux qui se posent la question. Avant d'être élu, M. Marcos avait promis de réformer l'armée. Mais il n'a rien fait. L'armée est restée fidèle à l'ancien régime. M^{me} Aquino a donc devant elle une tâche immense : reconstruire le pays, réformer l'armée, et surtout, garantir la stabilité démocratique.

Un départ négocié
C'est un succès populaire, se dit-on à Manille. L'expression de la volonté du peuple a été respectée. M. Marcos a été contraint de partir. Mais la question reste : comment sera-t-il traité ? M. Reagan a promis de l'accueillir à Guam. Mais la question reste : comment sera-t-il traité ?

Le pragmatisme est certainement une grande qualité politique, surtout pour un chef d'Etat qui domine mal ses dossiers. La démocratie a d'étranges détours, après tout, qu'elle fût aujourd'hui incarnée, dans un pays du tiers-monde, par une frêle mère de famille bourgeoise à la volonté trempée dans le catholicisme.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPA 65972 F
Tél. MONDPA 65972 F
Tél. MONDPA 65972 F
Tél. MONDPA 65972 F

Abonnés : 354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins un mois avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 216 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 \$; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yémen, 110 ml.

LA CAMPAGNE DES SOCIALISTES

M. Laurent Fabius :
« Ce serait trop bête... »

droite, le RPR et l'UDF sont passés de 43,5 % des suffrages (au 1^{er} tour) à 44,5 % précédemment), les socialistes (3 %) perdent un point et le Front national (10 %) gagne un point et demi.

Les listes écologistes recueillent pour leur part, comme précédemment, 2 % des suffrages.

45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux -
Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble.

POLITIQUE

Propos et débats

M. Henu : pas de cacophonie à droite

M. Charles Henu, ancien ministre de la défense et tête de liste socialiste dans le Rhône, a déclaré, le mardi 25 février, à Orange (Vaucluse) : « On se gaussait trop facilement de la désunion de la droite. Au contraire, il faut prendre garde car elle sait s'unir dans les moments critiques. » Le concert de Barre-Chirac-Giscard n'est pas si cacophonique que cela, car il y a une ligne mélodique commune, mais ils ne sont pas d'accord sur le chef d'orchestre. »

Pour M. Henu, les trois leaders de l'opposition, « en dépit de leur désaccord, ont en commun le départ de François Mitterrand et ne divergent que sur la méthode et sur le temps de son départ ».

M. Fourcade : réformer les régionales

M. Fourcade a indiqué, le mardi 25 février, qu'au cours de la prochaine législature, il présenterait une proposition de loi modifiant les conditions d'élection des conseillers régionaux : date distincte des élections législatives, listes régionales (et non départementales), scrutin majoritaire (et non proportionnel). Le maire de Saint-Cloud a également affirmé que même si l'UDF et le RPR ne disposaient pas de la majorité absolue dans le futur conseil régional d'Ile-de-France, ces deux formations constitueraient un intergroupe et ne concluraient aucun accord avec le Front national. Répondant à une question, M. Fourcade a ajouté qu'il n'accepterait pas non plus de figurer dans un gouvernement à direction socialiste.

M. Labbé : une fausse bonne idée

M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré, le mardi 25 février, que « la proposition de M. Giscard d'Estaing de constituer un intergroupe de la future majorité est une fausse bonne idée. Depuis cinq ans les relations entre le RPR et l'UDF fonctionnent comme un intergroupe, et les seuls accords qui se sont produits ont été dus à des personnalités comme MM. Giscard d'Estaing et Barre à propos du cumul des mandats ou de l'élargissement de l'Europe. De plus, il faudrait que chaque député y adhère personnellement, ce qui entraînerait des refus. L'intergroupe n'a d'ailleurs aucune valeur juridique, ni au Sénat ni à l'Assemblée. Cette proposition a pour objet de banaliser le RPR. »

M. Le Pen : contre le libéral-socialisme

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a affirmé, mardi 25 février à Lyon, que son mouvement « ne saurait participer, ni même soutenir, aucun gouvernement sous la présidence de François Mitterrand ». Il a ajouté : « Il faut rompre avec le libéral-socialisme mais aussi avec la forme camouflée qu'il avait revêtue avant 1981, le libéral-socialisme de MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre (...). L'élection du 16 mars aura une dimension présidentielle. »

M. Marchais : l'avant-1958

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, a déclaré, le mardi 25 février, à Créteil (Val-de-Marne) : « Le PS, qui n'aura pas la majorité à l'Assemblée nationale, compte s'allier avec la droite pour gouverner après le 16 mars. Ce serait alors le retour à ces combinaisons que notre pays a connues avant 1958, lorsque Mitterrand, Defferre, Chaban-Delmas et d'autres étaient ministres des mêmes gouvernements qui ont fait tant de mal à la France. »

Rappelant que le PCF voulait « faire échec à la droite et faire une autre politique à gauche », M. Marchais a estimé « particulièrement hypocrite de la part du PS de prétendre s'opposer à la droite, alors que chaque voix socialiste va favoriser l'accès de celle-ci au pouvoir ».

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE OFFICIELLE À LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION

Les ordres de passage des quatre grandes formations politiques représentées à l'Assemblée nationale pour la campagne officielle à la radio et à la télévision ont été tirés au sort mardi 25 février au siège de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Les quatre groupes disposeront, pour le scrutin du 16 mars, d'un temps d'antenne total de trois heures (UDF 45 minutes, RPR 45 minutes, PS 65 minutes et PC 25 minutes). L'UDF et le RPR ont fait savoir qu'ils souhaitaient certains jours mettre leur temps d'antenne en commun. Les interventions des partis seront diffusées du 3 au 7 mars inclus et du 10 au 14 mars inclus à partir de 19 h 30, simultanément par les trois chaînes publiques de télévision et à partir de 13 h 30 sur Radio-France.

3 mars : PC 5 mn, RPR 5 mn, PS 5 mn, UDF 5 mn ; 4 mars : UDF 8 mn, PS 8 mn ; 5 mars : PS 8 mn, RPR 8 mn ; 6 mars : UDF 4 mn, RPR 4 mn, PS 8 mn ; 7 mars : RPR 5 mn, UDF 5 mn, PC 5 mn ; 8 mars : 10 mn : UDF 5 mn, PS 5 mn, RPR 5 mn, PC 5 mn ; 11 mars : PS 8 mn, UDF 8 mn ; 12 mars : RPR 4 mn, UDF 4 mn, PS 4 mn, PC 4 mn ; 13 mars : PS 8 mn, RPR 8 mn ; 14 mars : RPR 6 mn, PC 6 mn, UDF 6 mn, PS 6 mn.

Les petites formations, non représentées à l'Assemblée nationale mais présentant des listes dans au moins vingt circonscriptions, auront droit chacune à un temps de parole global de 7 minutes. Le tirage au sort de leurs interventions (liste après ou juste avant celles des grandes formations) aura lieu le 1^{er} mars.

RECTIFICATIF. - Dans l'article relatant la visite de M. Laurent Fabius dans le Languedoc-Roussillon (Le Monde daté 23-24 février), une coquille n'a laissé paraître que le prénom du secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, chef de file des socialistes pour les élections régionales dans l'Aude, M. Raymond Courrière.

PRÉCISION. - La région Picardie compte actuellement quinze députés, et non seize comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 26 février. Dix d'entre eux (et non onze) sont socialistes.

M. RAYMOND BARRE AU CENTRE RACHI

La « nuque raide » des juifs

La réunion qui a eu lieu le 25 février à Paris, au centre Rachi, autour de M. Raymond Barre - succédant à M. Michel Rocard venu le 12 - tenait plus de l'examen de passage que du meeting électoral. Entre l'ancien premier ministre et la communauté juive, qui avait délégué ses journalistes-vedettes et environ six cents spectateurs, il existe un certain nombre de contentieux qu'aucune confrontation publique, avant celle-ci, n'avait encore permis de clarifier.

M. Théo Klein, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), avait prévu son invité, citant Mober : « Le peuple juif a la nuque raide ». Mais c'est une qualité au moins (ou un défaut) que M. Barre partage avec cette communauté. Il l'a une fois de plus montré au cours d'un face-à-face sans faiblesse ni acrimonie particulière.

Il y a des mots qui font mal dans la communauté juive de France. Copernic, par exemple. L'absence de M. Valéry Giscard d'Estaing, la maladresse verbale de M. Barre après l'attentat de 1980 (1), ont été rappelées, à son grand agacement, à l'ancien premier ministre. Celui-ci a incriminé « l'exploitation politique méprisante » de ses déclarations et renvoyé purement et simplement son auditoire à l'ancien président de la République pour qu'il s'explique lui-même sur ses occupations de l'époque.

Pétainisme. Un autre mot qui fait frémir dans une population juive à la mémoire blessée. Appelé à encore à justifier sa récente trilogie « Travail, famille, patrie », on a vu M. Barre se draper dans sa dignité de « républicain » et dire qu'il n'avait rien voulu d'autre que de rappeler le pays à ses valeurs fondamentales.

Plus grave, la situation en Israël. Même si un voyage qu'il a effectué en 1984 à Jérusalem a mis un peu de baume au cœur des juifs de France, M. Barre a eu aussi à se faire pardonner son attitude distante et celle de M. Giscard d'Estaing pendant leurs années à la tête de l'Etat. L'ancien premier ministre n'a rien cédé. Sur le climat de l'époque :

« Nous n'aurions pas été assez aimables ? Les toris étaient partagés... » Ni sur la nécessité d'un « règlement global » incluant les Palestiniens. Et tout en multipliant les précautions à l'égard d'Israël, il a contesté le statut de Jérusalem comme capitale.

Barbie, le terrorisme palestinien, le sort des réfugiés soviétiques : aucun des sujets qui suscitent régulièrement de l'émotion parmi les 600 000 juifs de France n'a été éludé. Jusqu'au départ de Marcos, l'ex-président philippin, salué dans la bouche de M. Barre par un sec et tonitruant : « C'est bien... »

Pressé dans cet auditoire juif de se démarquer de M. Jean-Marie Le Pen, le député de Lyon a répété que celui-ci n'était pas un épouvantail et que la « petite tempête » soulevée à son propos lors des élections européennes était aujourd'hui en train de s'apaiser. Il a cependant pris soin

d'ajouter : « Je tiens à dire ici, devant vous, que c'est la proportionnelle qui va permettre à M. Le Pen d'être élu député ».

Ironisant sur ce mode de scrutin - dont il s'est plu à souligner combien il bloquait en Israël la vie politique, - il a pris à témoin un public particulièrement soucieux de paix civile, en dénonçant les pièges de la cohabitation et le retour qu'il constatait à « un climat de 1^{re} République » : « Regardez les convulsions qui se manifestent, la répartition des portefeuilles qui a commencé. Il y en a un qui doit bien s'amuser, c'est le président de la République ». L'accusé redevenait accusateur.

HENRI TINCQ.

(1) Après l'attentat du 3 octobre 1980, le premier ministre de l'époque avait dit que « cette bombe qui devait tuer des juifs avait fait des victimes parmi des Français innocents ».

Le Sénat rejette le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail

Convoqués par un télégramme de M. Alain Poirer, les sénateurs ont, à propos du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, adopté le mardi 25 février, une question préalable qui équivaut au rejet du texte. C'est la fin du feuilleton, commencé à l'Assemblée nationale le 4 décembre dernier et qui devait se conclure au Palais-Bourbon par l'adoption sans vote du texte, vendredi 28 février (après engagement de la responsabilité du gouvernement). Du même coup, la session extraordinaire, ouverte le 9 janvier, sera déclarée close.

Une fois de plus au palais du Luxembourg, où l'opposition est majoritaire, les communistes ont dénoncé la « collusion entre la droite et le PS ». Le recours à la procédure de la question préalable, qui interrompait le débat, leur apparaît comme un « cadeau » fait au gouvernement.

M. Jean-Pierre Fourcade (RI), président de la commission des affaires sociales, l'avait d'ailleurs admis pendant un temps. Après que M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) eut défendu en

vain une motion d'irrecevabilité, en arguant de l'irrégularité de la procédure d'examen du projet en première lecture par le Sénat et du « déni flagrant infligé aux principes généraux du droit du travail », M. Marcel Lucotte, président du groupe RI, a justifié la question préalable cosignée par le RPR, l'Union centriste et un certain nombre de sénateurs de la Gauche démocratique. Pour le sénateur de Saône-et-Loire, cette procédure constitue une « réponse forte à l'obstruction communiste qui a tenté de dénaturer le Sénat », une « réponse tranquille à l'attitude d'un gouvernement moribond qui a fait montre de sectarisme » et une « réponse forte et tranquille au caractère électoraliste de ce texte ».

Alors que la loi pourra entrer en vigueur dès sa promulgation, la majorité sénatoriale affirme qu'elle sera « revue et corrigée » dès le 2 avril prochain à l'ouverture de la prochaine législature.

A. Ch.

(Publicité)

VIVE LES VACANCES Monsieur le ministre de la jeunesse !

Monsieur le ministre,

Vous avez préparé, dans la précipitation, et sans véritable concertation, un projet dangereux parce qu'il va modifier les conditions d'accueil des centaines de milliers d'enfants qui partent chaque année en centres de vacances. Votre projet de réforme du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) est dangereux, car :

- il dévalue la qualité de la formation des animateurs ;
- il porte un mauvais coup à la vie associative.

Un petit Français sur deux part en vacances avec nous, un animateur sur trois est formé sous notre responsabilité. Nous savons donc de quoi nous parlons. Comme d'autres organismes, opposés également à votre projet, nous étions ouverts à toute négociation, à condition qu'elle ait pour but d'améliorer la formation existante. Mais ce ne sera pas le cas.

Vous supprimez la session de perfectionnement, nécessaire pour

obtenir le BAFA. Vous abandonnez le principe pédagogique de l'alternance - stage pratique, stage théorique : il avait pourtant fait ses preuves. Vous raccourcissez le cycle de formation, l'encadrement en centre de vacances y perdra inévitablement en qualité. Le prétexte sera alors tout trouvé pour réserver à des professionnels l'essentiel de l'animation. Vous remettez là en cause une valeur fondamentale : le volontariat.

Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes, bénévoles le plus souvent, choisissent de vivre leur première expérience d'insertion dans la vie sociale, de faire leur apprentissage de la responsabilité en animant un centre de vacances. Pourront-ils encore le faire ?

La loi reconnaît expressément aux « personnes physiques et morales » le droit d'organiser librement des centres de vacances. Cette liberté, vous voulez la rogner. Les associations locales, les groupements

de parents, n'auront plus les moyens financiers de poursuivre leur action.

Comment ce secteur associatif - qui a sa propre conception en matière d'éducation populaire et d'animation - pourra-t-il lutter à armes égales avec les organismes publics de formation que vous semblez vouloir privilégier ?

Votre projet est un mauvais coup porté à un secteur associatif que les premiers ministres avaient pourtant réactivé dans les faits. Il s'inscrit, que vous le vouliez ou non, dans un processus d'étatisation, à l'heure où tout le monde s'accorde à dénoncer les dangers du « tout-Etat ».

Demain, l'animation et la formation aux mains du secteur public. C'est votre projet, ce n'est pas le nôtre.

Dans l'espoir que vous voudrez bien soumettre à une véritable concertation un projet si lourd de conséquences, nous vous prions de croire, Monsieur le ministre, à l'expression de notre haute considération.

UFCV - UNION FRANÇAISE DES CENTRES DE VACANCES ET DE LOISIRS
19, rue Dareau, 75014 PARIS

2 500 collectivités organisatrices de centres de vacances et de loisirs
500 000 jeunes accueillis annuellement
30 000 animateurs formés chaque année
2 200 formateurs bénévoles

Hauts fonctionnaires le mythe de

(Suite de la première page.)

Les hauts fonctionnaires de l'Etat sont restés fidèles à une pratique établie par les gouvernements précédents. La seule nouveauté introduite par les ministères a été de nommer des hauts fonctionnaires à des postes importants dans l'appareil de l'Etat.

Il ne faut pas oublier non plus que les hauts fonctionnaires ont préservé la continuité administrative : ils ont préservé les grandes écoles ; ils ont préservé l'ENA et les grandes écoles ; ils ont essayé d'éclaircir l'Etat, ce qui était le but de tous les gouvernements précédents et ils sont, en général, restés fidèles aux coutumes et aux pratiques administratives. Par conséquent, les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires dans ce domaine.

Si le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

Le mythe de la neutralité administrative a pris un coup en 1981, il faut en tirer des conclusions. Il faut en tirer des conclusions non pas pour les socialistes, mais pour les autres, plus profondément, car les attitudes et les pratiques des hauts fonctionnaires ont changé.

POLITIQUE

RE AU CENTRE RACHI

aide » des juifs

pas été assez tard pour parer la nécessité d'un « aide » des juifs... (Suite de la page 1)

HENRI TINGO

énat rejette le projet de loi éénagement du temps de travail

ar un télégramme de... (Suite de la page 1)

unesse !

ts, n'auront plus les moyens de poursuivre leur action... (Suite de la page 1)

projet est un mauvais coup... (Suite de la page 1)

l'animation et la formation... (Suite de la page 1)

l'espoir que vous voudrez... (Suite de la page 1)

DE LOISIRS

Hauts fonctionnaires : le mythe de la neutralité

(Suite de la première page.)

Les gouvernements de François Mitterrand sont restés fidèles à une pratique établie par les gouvernements précédents... (Suite de la page 1)

Si le mythe de la neutralité administrative a pris un coup ces dernières années... (Suite de la page 1)

En fait, le mythe de la neutralité ne sert que les fonctionnaires qui désirent garder leurs postes... (Suite de la page 1)

La neutralité administrative n'a donc pas été victime de la gauche... (Suite de la page 1)

La neutralité administrative n'a donc pas été victime de la gauche... (Suite de la page 1)

ANDRE KEDROS LES SOCIALISTES AU POUVOIR EUROPE 1981 / 1985

France, Espagne, Portugal, Grèce, Suède : dans tous ces pays, les partis socialistes ont arrivés au pouvoir presque en même temps... (Suite de la page 1)

PLON

M. Anicet Le Pors veut réhabiliter le travail des ministres communistes

De notre correspondant

Metz. - « Les communistes n'ont pas à regretter, ni à laisser d'autres le travail des ministres communistes, de 1981 à 1984... » (Suite de la page 1)

Cette analyse tranchée par rapport à celle du secrétaire général du PCF.

M. Georges Marchais affirmait à Lyon, le 14 février dernier, qu'après « avoir fait de bonnes choses la première année... » (Suite de la page 1)

L'explication du secrétaire général du PCF est, aux yeux de M. Le Pors, paradoxale, car les principales réformes apportées par les ministres communistes ont été adoptées entre 1982 et 1984... (Suite de la page 1)

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

de dix-huit à vingt-cinq ans, la loi de la formation professionnelle continue de 1984... (Suite de la page 1)

droits syndicaux, l'ouverture de l'ENA aux élus et aux syndicalistes, ainsi que les mesures prises pour l'amélioration des relations entre l'administration et les usagers... (Suite de la page 1)

Il revendique pour sa part ces réformes, même si elles n'ont pas connu « toute la portée que l'on pouvait en attendre ».

Tout en reconnaissant que son discours est « neuf », et qu'il

devrait se développer, M. Le Pors souligne, à propos de son approche de la période 1981-1984, l'absence de celle de M. Marchais : « La contradiction, c'est la vie. »

Tout en remarquant que le bilan général de la gauche n'est pas « à la hauteur des espérances de mai 1981 », M. Le Pors estime qu'il est nécessaire de tirer « les leçons de l'expérience » pour demain, « faire réussir la gauche... mais à gauche ». C'est-à-dire, commente-t-il, avec « un parti communiste plus influent ».

J.-L. T.

Repiquage ?

« Nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait au gouvernement », M. Anicet Le Pors aurait-il « toutes les audaces ? » (Suite de la page 1)

Cette dernière ne se plaie-elle pas à répéter que la France a été gouvernée à gauche pendant une seule année, la première ? (Suite de la page 1)

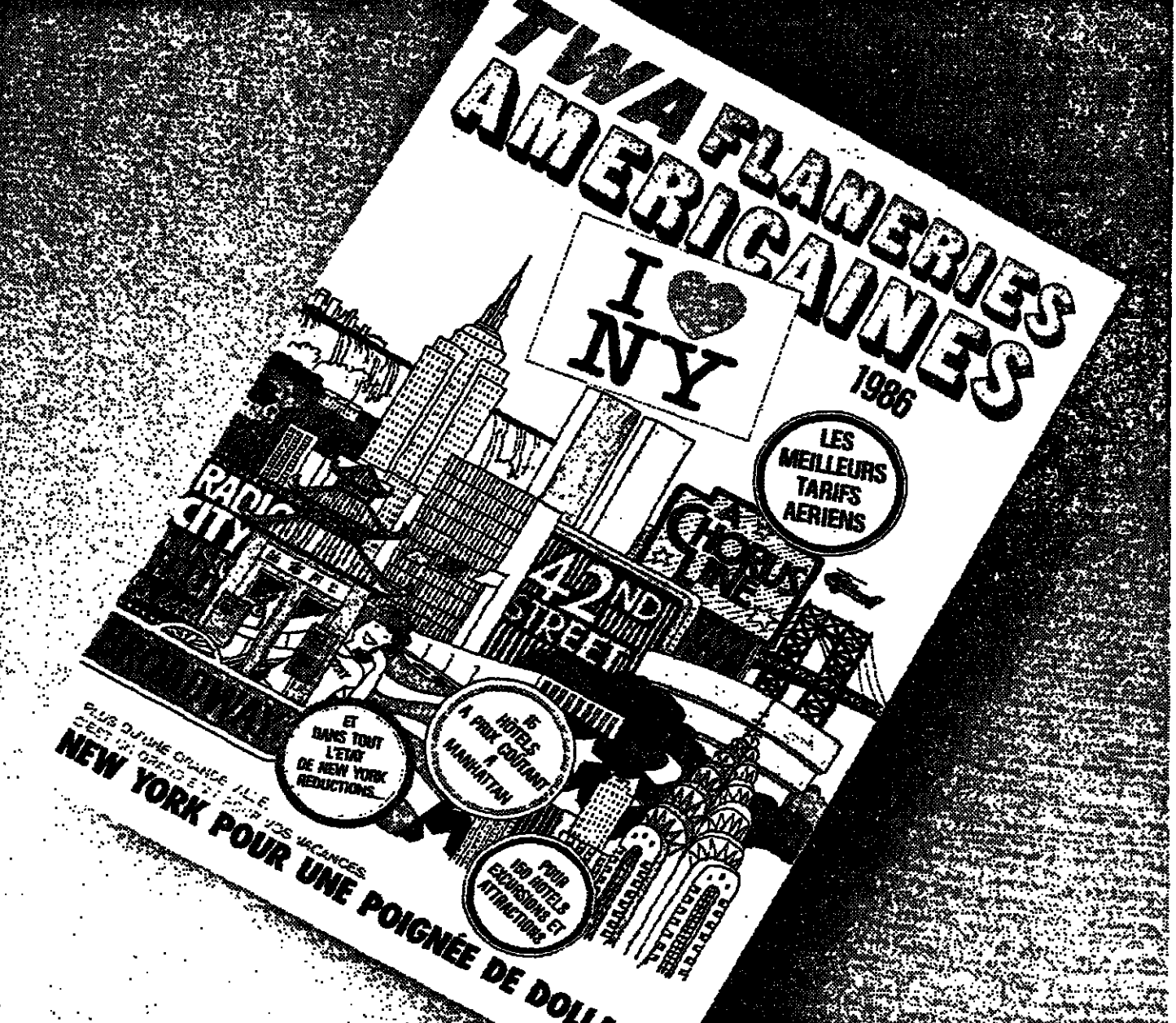
bonnes choses la première année, a tourné le dos, malgré nos efforts et nos mises en garde, aux engagements pris devant notre peuple, et a enfoncé le pays dans la crise... (Suite de la page 1)

La mise au point de M. Le Pors - qui souhaite, évidemment, le parti - est à déconstruire... (Suite de la page 1)

On croit déceler, à travers ses propos, la défense d'une culture de gouvernement face à une éternelle culture d'opposition. Une culture gouvernementale, sans doute difficile à faire accepter par les militants communistes mais dont la traduction dans les actes du pouvoir aurait servi de levier à la rénovation du PCF.

Honneur retrouvé des ministres communistes, mise en cause indirecte de M. Marchais et de la direction, défense et illustration de la participation gouvernementale communiste, les déclarations de M. Le Pors remplissent également une dernière fonction. Implémentent elles rendent hommage à M. Mauroy, tant décrié par M. Marchais. Il est vrai que, à Lyon, le secrétaire général du PCF voulait couper les dernières racines invisibles de l'union de la gauche alors que, à Longwy, M. Le Pors souhaitait peut-être faire du repiquage de boutures.

OLIVIER BIFFAUD.



DECouvrez NEW YORK DANS UN BEL ETAT

Ciel ! New York vous gratte, New York vous démange. N'attendez pas le dégel. Précipitez-vous sur la brochure « TWA Flaneries Américaines » I ♥ N.Y. « TWA Flaneries Américaines » vous propose des forfaits excursions dans l'Etat de New York à des prix stupéfiants.

c'est aussi : un certain nombre d'hôtels à tarif réduit, les meilleurs spectacles de Broadway, un très grand nombre de spectacles dans tout l'Etat de New York à un prix alléchant

(30% à 50% moins cher). Avec TWA c'est sûr, vous allez adorer New York de long en large. Alors dévorez la brochure : ça va vous mettre en appétit.

Pour recevoir gratuitement et très vite votre brochure, adressez ce coupon à « TWA Flaneries Américaines » I ♥ N.Y. 1986, 19 bis, rue du Mont-Thabor, 75001 Paris. Tél. (1) 42.60.39.85.

Nom : _____

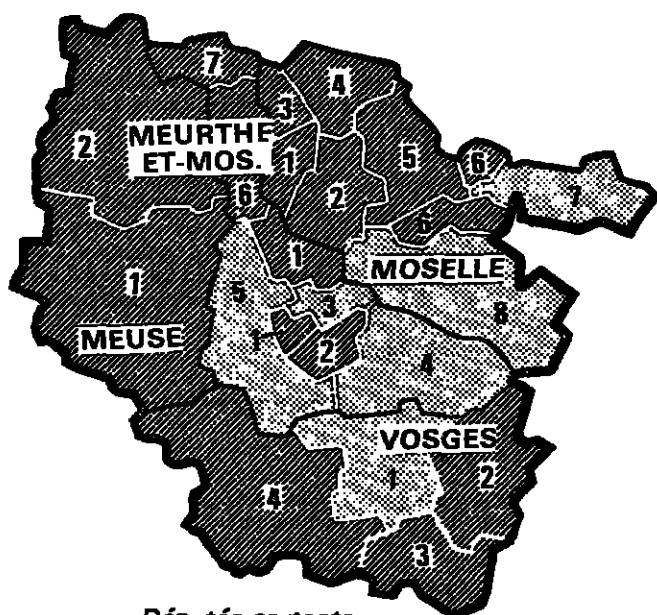
Adresse : _____

Code Postal : _____

Transporteur officiel I ♥ N.Y. TWA

LORRAINE

« Cœur d'acier » retourne à droite



Députés sortants :
 Droite (hachuré) Gauche (blanc)

Un député en 1973, deux en 1978, treize sur vingt en 1981 : la progression du Parti socialiste a été fulgurante en Lorraine, une de ses « terres de mission ». Le reflux pourrait être aussi impressionnant, n'épargnant que la moitié de ses élus. L'opposition le croit. Pour elle, l'explication est simple : la gauche n'a pas tenu ses promesses envers la région. Plus, elle a renié ses engagements. En choisissant la Lorraine - région « sinistrée » - pour son premier déplacement en province, le président de la République avait, en octobre 1981, conforté les espoirs qu'il avait fait naître. La sidérurgie devait être, disait-il, « le fer de lance de la rénovation industrielle ».

Puis vint la révision déclinante, et, le 22 mars 1984, l'électrochoc fut l'abandon du projet de construction d'un train universel de l'axe de la Moselle. Dans le mouvement de colère, quatre parlementaires socialistes mosellans - René Drouin, Robert Malgras, Jean-Pierre Masseret et Nicolas Chiffier - quittèrent leur groupe politique.

Aujourd'hui, en dépit de l'action d'un préfet ancien syndicaliste, Jacques Chérèque, et de la mobilisation d'aides financières publiques importantes, le traumatisme n'est pas effacé. Plus que sur leurs actes et leurs résultats, les socialistes ne risquent-ils pas d'être

d'avantage sanctionnés pour leurs promesses ?

Vouloir remonter le courant n'est pas une sinécure. Jacques Chérèque, chargé du redéploiement industriel en Lorraine, le sait : les premiers résultats de son action (6000 créations d'emplois aidées en dix-huit mois) sont gommés par l'accélération des plans de restructuration d'Uimétal, Ascométal et Solac, prévoyant plus de 6000 suppressions d'emplois supplémentaires cette année.

Ils sont néanmoins significatifs au regard de la diversification industrielle de la région. L'implantation d'une unité Thomson (semi-conducteur) à Maxéville, près de Nancy, de même que celle d'un département de l'École supérieure d'électricité et du Centre national de recherche-images de TDF sur le technopôle Metz 2000, sont des exemples porteurs d'espoir. Huit ministres et M. Laurent Fabius se sont relayés pour expliquer l'importance, pour la Lorraine, de ces créations de postes dans le domaine des nouvelles technologies.

L'emploi (102 000 demandeurs fin janvier 1986, 10,7 % de la population active), qui reste le point noir du bilan de la gauche, avait été aussi un fardeau fatal pour l'opposition. En 1979, l'automobile devait créer plus de

13 000 emplois dans la région. 5 000 à peine ont vu le jour. Cette rose de secours - si l'on ose dire - promise par Raymond Barre pour endiguer les premières restructurations dans la sidérurgie s'est dégonflée.

L'économie régionale cherche toujours un nouveau souffle. La création d'un parc d'attractions (le Nouveau Monde des Schtroumpfs, à Hagondange, en Moselle, sur d'anciens sites industriels) est un dossier symbolique pour les socialistes. En lui accordant les mêmes avantages qu'au Disneyland de Marne-la-Vallée, le premier ministre vient de donner un coup de pouce à sa concrétisation. Si ce projet, conçu par deux commerçants lorrains, emporte un assentiment quasi général, d'autres sont de véritables pommés de discorde. Le projet d'aéroport régional est de ceux-là. Le PS, après y avoir été opposé, est favorable à sa construction, point de vue toujours défendu par l'UDF. Jean-Marie Rausch, président du conseil régional, qui souhaite faire de la Lorraine un pôle d'excellence en matière de communication, affirme que cette réalisation est indispensable pour inciter les industries de haute technologie à venir s'implanter. Le RPR ne partage pas cette analyse. Jugant la rentabilité de l'investissement trop aléatoire, il lui préfère un TGV Paris-Metz.

PIERRE MESSMER, JEAN LAURAIN, JEAN-MARIE RAUSCH

Trois hommes et une région

De notre correspondant

Metz - Le premier a déjà été ministre, le deuxième l'est, le troisième ambitionne de le devenir. Tous trois sont engagés dans la bataille en Moselle. Ils ont eu fort à faire ces dernières semaines pour calmer des appétits gloutons dans leurs rangs. Le premier, refusant de partager son pouvoir, combattra sur deux fronts. Le deuxième, plus résigné qu'enthousiaste, se ménage pour les législatives. Le troisième, dont les choix personnels ont été les plus délicats, se réserve pour les régionales : Pierre Messmer, député maire de Sarrebourg, ancien premier ministre ; Jean Laurain, secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; Jean-Marie Rausch, sénateur maire de Metz, président du conseil régional, sont les trois clés des deux régions du 16 mars, pour la Moselle bien sûr, mais aussi et surtout pour la Lorraine.

A tout seigneur tout honneur : M. Messmer, le premier, a annoncé la couleur. L'homme tranquille du gaullisme en Lorraine est sorti de sa réserve au printemps 1985, pour définir la règle du jeu : RPR et UDF feront campagne avec deux listes séparées. L'idée n'a pas surpris, mais elle a fait grincer quelques dents, et a placé le RPR voisin de Meurthe-et-Moselle, faiblement implanté dans ce département, en position délicate.

Car André Rossinot, député, maire de Nancy, président du Parti radical valoisien (second derrière les législatives et tête de liste pour les régionales), a eu beau jeu, dans ce contexte, de fixer à son tour des conditions draconiennes aux chiraquiens de Meurthe-et-Moselle, qui caressaient l'espoir d'une possible union avec l'UDF avant d'être secourus par une profonde crise interne. (Le maire de Toul, Jacques Gosset, et le député régional, Roland Moine, tous deux candidats potentiels sur les listes du RPR, ont été suspendus du mouvement.)

La volonté de Pierre Messmer de régner sans partage, à soixante-neuf ans, sur sa propre fédération est aussi à l'origine de quelques coups d'éclat. En ne se représentant pas aux cantonales de 1982, l'ancien premier ministre de Georges Pompidou avait laissé croire à ses dauphins potentiels que l'heure de la succession était proche. Il n'en est rien. « Pierre Messmer reste notre meilleure locomotive », disent ses fidèles pour expliquer qu'il conduit les deux listes mosellanes.

Crise au RPR

Julien Schwartz, réélu en mars 1985 à la présidence du conseil général de Moselle, ne l'entendait pas ainsi. Il a préféré se retirer plutôt que d'apparaître en seconde place pour les régionales. Bénéficiant, au sein de l'Assemblée départementale, du soutien d'élus non inscrits, M. Schwartz voulait en placer deux en position d'éligibilité. Ce souci d'ouverture n'a pas été du goût de tous les jeunes élus RPR ni des responsables départementaux. A son tour, André Lacroix, a claqué la porte du mouvement, furieux de n'avoir pas été retenu dans les trois premiers tant aux législatives qu'aux régionales. « Je n'ai pas été un bon courtisan », lance-t-il. En dépit de sa victoire aux cantonales de 1982 contre le député socialiste Robert Malgras, il a été sanctionné pour avoir échoué à deux reprises dans sa tentative d'enlever la mairie de Thionville, tenue depuis 1977 par Paul Souffrin, seul sénateur commu-

niste de Lorraine et tête de liste du PC pour les régionales.

Refusant de répondre à cette polémique interne, Pierre Messmer, qui reste mystérieux sur ses ambitions pour l'après-mars, mène une campagne qu'il veut politique : le RPR doit, selon lui, devenir le premier parti en Lorraine. Pour y parvenir, il n'a pas fait de cadeaux à l'UDF, notamment en Meuse. Dans ce département, le seul de Lorraine où l'opposition a constitué des listes uniques afin d'accroître ses chances de reprendre au PS les deux sièges de député, le RPR a réussi à obtenir la moitié des places éligibles pour ses candidats, alors que les amis de Gérard Longuet, ancien député de Bar-le-Duc et trésorier du PR, sont largement majoritaires. L'opération a été facilitée par les divisions de l'UDF, M. Longuet ne faisant pas l'unanimité.

« Un chrétien doit être socialiste »

Alors que Pierre Messmer était encore à Matignon, Jean Laurain enseignait à Metz. Plus à l'aise devant les étudiants qu'à la tribune d'un meeting électoral, il répondait volontiers, durant la campagne présidentielle de 1974, aux invitations de groupes de lycéens et d'étudiants désireux de s'engager en politique. « Un chrétien doit être socialiste », plaçait-il.

Ces traits lui sont restés. Aujourd'hui encore, il préfère les remises de décorations (qu'il multiplie ces dernières semaines) aux anciens combattants et les cercles restreints plutôt que les grands rassemblements populaires ou les joutes électorales. Ses amis avaient déjà dû le pousser pour qu'il prenne, en 1983, la tête de la liste pour les municipales à Metz. Plus que l'échec face à Jean-Marie Rausch, c'est son ampleur qui a été durement ressentie : le PS, allié au PC et au MRG, a recueilli que 35,5 % des suffrages contre près de 49 % pour François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1981.

« Jean Laurain est un homme honnête mais il n'est pas un meneur d'hommes », affirme Philippe Raymond, président du MRG de Moselle et coadjuteur du secrétaire d'Etat en 1983. Aujourd'hui, il règle ses comptes avec le Parti socialiste. Les radicaux de gauche sont présents sous leur propre bannière tant en Moselle qu'en Meurthe-et-Moselle, conformément à l'accord national conclu entre le PS et le MRG.

En dépit de sa timidité, la présence de Jean Laurain évite une guerre de succession qui n'arrangerait pas les intérêts du PS. Celle-ci a d'ailleurs failli éclater. Avec un secrétaire d'Etat et cinq députés sortants, les choix n'ont pas été aisés. Leur implantation géographique n'a pas non plus facilité la tâche du premier secrétaire de la fédération, René Leucart, fin tacticien.

En prenant la tête de liste, Jean Laurain condamnait Nicolas Schiffler, son suppléant (troisième aux régionales). Il restait ensuite à départager René Drouin et Robert Malgras, tous deux élus du bassin sidérurgique. Le premier secondera Jean Laurain. Depuis 1981, il s'est fait successivement élire conseiller général et maire de Moyeuvre-Grande, enlevant ces mandats au communiste César Depièvre, ancien député de la circonscription. Le second mènera la bataille des régionales.

Le choix, dans le bassin houiller, a tourné à l'affrontement de personnes. Charles Metzinger, qui est allé défendre son dossier chez Lionel

Jospin, s'est imposé pour la troisième place. « Il a toujours été élu au premier tour sans l'aide des voix communistes », plaide René Leucart.

Furieux d'être ainsi relégué, Paul Bladt, le tombereau en 1981 de Jean-Marie Rausch (RPR), à Forbach, s'est retiré, refusant la quatrième position. « Je ne peux pas cautionner une liste plaçant trois enseignants en tête dans un département parmi les plus industrialisés de France », regrette cet ancien mineur de charbon.

Un choix présidentiel

Pour éviter les querelles internes auxquelles ont été confrontés Pierre Messmer et Jean Laurain, le sénateur et maire CDS de Metz, Jean-Marie Rausch, a attendu le dernier moment pour dévoiler sa liste régionale. Son objectif prioritaire - il a reçu le soutien de Raymond Barre - est de rester à la tête du conseil régional, qu'il préside depuis 1982. Il fait campagne sur ce thème : « Jean-Marie Rausch, un président pour la Lorraine ».

Le plus dur pour lui a été de déterminer la meilleure stratégie. Ses choix personnels n'ont pas été simples. Pour atteindre son but, devait-il ou non prendre la tête des deux listes ? Il a choisi de se consacrer exclusivement aux régionales, misant sur son bilan : le plan lorrain adopté à l'unanimité et les aides apportées par l'Etat à la région au terme de dures négociations (4 mil-

liards de francs, dont 3 au titre du contrat de plan).

Le choix de Jean-Marie Rausch a également été dicté par sa volonté de ne pas rendre « son image floue », selon son expression, même si sa présence aux législatives aurait sans doute permis à l'UDF de faire passer un député supplémentaire. Il est également vrai qu'il conserve un mauvais souvenir des législatives. En 1973, alors tout jeune maire de Metz à la recherche d'un mandat national, il avait été battu par le bouillonnant maire d'Amneville, Jean Kiffer (qui tente de retrouver un siège perdu en 1978 face à Jean Laurain).

En n'apparaissant qu'aux régionales, Jean-Marie Rausch entend réaliser un score personnel. Il figure d'ailleurs seul sur ses affiches. « Faire passer la Lorraine de la civilisation industrielle à celle de la communication », tel est le message du maire de Metz, qui ne refuserait pas, par exemple, le ministère des télécommunications qu'il avait décliné en 1981 Jean Laurain.

Le choix de Jean-Marie Rausch a laissé à Jean Seitzinger, seul député UDF de Moselle, la voie libre. Il s'y est engouffré. La seconde place, très disputée entre Denis Jacquet et Pierre Ferrari, tous deux adjoints au maire de Metz, est finalement revenue au premier, au nom de l'équilibre entre les composantes de l'UDF, le second étant troisième pour les régionales.

JEAN-LOUIS THIS.

REPÈRES

MEURTHE-ET-MOSELLE

PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour
 (26 avril 1981)
 Ins. 463 469 ; abst. 19,38 % ; suff. ex. 368 014. MARCHAIS, 65 345 (17,75) ; MITTERRAND, 98 100 (26,65) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 104 828 (28,48) ; GISCARD D'ESTAING, 108 543 (29,49) ; CHIRAC, 50 693 (13,77) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 62 211 (16,90).

LÉGISLATIVES, 1^{er} tour
 (14 juin 1981)
 Ins. 465 226 ; abst. 31,03 % ; suff. ex. 315 982. PC, 51 098 (16,17) ; PS-MRG, 128 812 (40,76) ; UDF-RPR, 119 895 (37,94).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)
 Ins. 463 196 ; abst. 48,28 % ; suff. ex. 230 196. PC, 27 595 (11,98) ; PS, 42 408 (18,42) ; UDF-RPR, 96 166 (41,77) ; FN, 26 689 (11,59).

MEUSE

PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour
 (26 avril 1981)
 Ins. 139 031 ; abst. 16,96 % ; suff. ex. 113 376. MARCHAIS, 13 825 (12,19) ; MITTERRAND, 30 700 (27,07) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 32 372 (28,33) ; GISCARD D'ESTAING, 37 539 (33,11) ; CHIRAC, 17 838 (15,73) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 21 397 (18,87).

LÉGISLATIVES, 1^{er} tour
 (14 juin 1981)
 Ins. 139 136 ; abst. 24,60 % ; suff. ex. 103 179. PC, 8 836 (8,56) ; PS, 42 137 (40,83) ; UDF-RPR, 49 086 (47,57).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)
 Ins. 139 550 ; abst. 41,63 % ; suff. ex. 77 429. PC, 5 396 (6,96) ; PS, 15 093 (19,49) ; UDF-RPR, 35 208 (45,47) ; FN, 8 469 (10,93).

MOSELLE

PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour
 (26 avril 1981)
 Ins. 634 162 ; abst. 18,60 % ; suff. ex. 506 638. MARCHAIS, 59 771 (11,79) ; MITTERRAND, 132 988 (26,24) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 139 833 (27,60) ; GISCARD D'ESTAING, 172 259 (34) ; CHIRAC, 82 234 (16,23) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 97 820 (19,30).

LÉGISLATIVES, 1^{er} tour
 (14 juin 1981)
 Ins. 635 558 ; abst. 32,54 % ; suff. ex. 419 955. PC, 41 878 (9,97) ; PS, 171 019 (40,72) ; UDF-RPR, 184 535 (43,94).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)
 Ins. 649 311 ; abst. 48,39 % ; suff. ex. 317 662. PC, 20 949 (6,59) ; PS, 53 240 (16,75) ; UDF-RPR, 136 654 (43,01) ; FN, 44 602 (14,04).

VOSGES

PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour
 (26 avril 1981)
 Ins. 271 274 ; abst. 17,60 % ; suff. ex. 218 363. MARCHAIS, 25 136 (11,51) ; MITTERRAND, 59 205 (27,11) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 62 982 (28,84) ; GISCARD D'ESTAING, 65 333 (29,91) ; CHIRAC, 39 975 (18,30) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 47 511 (21,75).

LÉGISLATIVES, 1^{er} tour
 (14 juin 1981)
 Ins. 271 541 ; abst. 26,26 % ; suff. ex. 196 546. PC, 14 972 (7,82) ; PS, 84 996 (43,31) ; UDF-RPR, 87 365 (44,51).

EUROPÉENNES (17 juin 1984)
 Ins. 273 533 ; abst. 44,93 % ; suff. ex. 141 760. PC, 8 245 (5,81) ; PS, 27 604 (19,47) ; UDF-RPR, 66 147 (46,66) ; FN, 15 580 (10,99).

Le maître et l'élève

De notre correspondant

Metz - Qui, du maître ou de l'élève, sera le meilleur ? Christian Poncelet, sénateur et maire de Remiremont, président du conseil général des Vosges, a mis tous les atouts de son côté. Il veut démontrer au toujours jeune député et maire d'Épinal, Philippe Séguin, vice-président de l'Assemblée nationale, qu'il est et reste le patron, non seulement du RPR dans les Vosges, mais aussi de tout le département.

L'arbitre de ce match quelque peu étrange, puisque les deux protagonistes ne sont pas directement opposés l'un à l'autre (le premier est candidat pour les régionales, le second pour les législatives), est Christian Poncelet, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, et double tête de liste du PS.

En tranchant en faveur de Philippe Séguin, dans le débat d'idées qui l'opposait au président du conseil général, les instances nationales du RPR, en acceptant l'option des listes d'opposition séparées, ont servi les intérêts de Christian Poncelet.

Cet ancien secrétaire d'Etat (il l'a été cinq fois dans les gouvernements de Pierre Messmer, Jacques Chirac et Raymond Barre), indispensable en campagne électorale, a réussi le tour de force de regrouper derrière son nom deux socio-professionnels de poids (Daniel Gremillet, trésorier du Centre national des jeunes agriculteurs, et Jean-Louis Nier, président de l'Union patronale lorraine, seul conseiller général UDF des Vosges engagé pour les régionales).

Bénéficiant de solides amitiés, après vingt-cinq années de vie politique, Christian Poncelet entend bien enlever sept des treize sièges vosgiens au conseil régional, dont il est le puissant président de la commission des finances. Bien qu'il refuse de s'engager plus avant, ses ambitions pourraient ne pas s'arrêter là.

Pense-t-il à la présidence de l'assemblée régionale, où l'opposition est assurée de conserver une confortable majorité ? Officiellement, le sujet n'est pas à l'ordre du jour. UDF et RPR s'apprêtent à signer, le 1^{er} mars, une plate-forme commune baptisée « Accord pour diriger ensemble la Lorraine ». Le texte sera paraphé par Jean-Marie Rausch et Pierre Messmer, sous l'œil d'André Rossinot et de Christian Poncelet.

La région tout comme le département n'intéresse pas Philippe Séguin. Sa vision de la décentralisation ne comporte que deux échelons : la commune et l'Etat.

Propulsé, à sa sortie du cabinet de Raymond Barre, sur la scène politique vosgienne en 1978 par... Christian Poncelet, ce trublion sérieux sera jugé la première fois sur ses qualités de gestionnaire. Depuis son élection à la mairie d'Épinal en 1983, il a tenté des paris audacieux. Tel que le câblage de la ville (opération évaluée entre 60 et 70 millions de francs).

Outre Christian Poncelet dont la réélection paraît acquise, Philippe Séguin trouve sa route l'UDF Hubert Volquin, ancien député, qui a pour lui une solide implantation locale. La tâche de l'enfant terrible du RPR n'est pas des plus aisées.

J.-L. T.

14^T

Le Monde

EDUCATION

Les collèges en cure de rénovation

Le pari de la rénovation des collèges est loin d'être gagné. La petite révolution prônée par le rapport Lagraud au début de 1983 devait permettre aux collèges de s'adapter à la grande hétérogénéité de leur public, désespérante pour les enseignants et souvent dramatique pour les élèves. Pédagogie différenciée, suivi individualisé des élèves, concertation entre les professeurs : les idées ne manquaient pas. Aujourd'hui, M. André Hussenet, directeur des collèges au ministère de l'éducation nationale, observe « le formidable décalage entre les projets et leurs réalisations ». Il commente sèchement le constat mitigé dressé en avril et juin 1985 par l'inspection générale dans deux rapports non publics qui évoquent « l'inquiétant fléchissement » qui régnait dans certains collèges après quelques mois de rénovation. M. Hussenet constate que la réforme, dont les effets ne pourront être mesurés sérieusement qu'après plusieurs années, a acquis depuis lors une dynamique propre et ne doit pas être remise en cause.

Prudemment mise en œuvre par M. Savary, qui avait constaté le « malaise profond » régnant dans les collèges, la politique de « rénovation » a été poursuivie et réorientée par son successeur, qui l'a traduite en un slogan : « Construire le collège de la réussite ». Sans parvenir à séduire l'ensemble du corps enseignant, appelé pourtant à généraliser les nouvelles méthodes dans tous les collèges d'ici à 1988.

Tandis que le Syndicat national des instituteurs (à majorité socialiste) se déclare satisfait d'avoir obtenu que la rénovation s'accompagne d'un abaissement de l'horaire hebdomadaire d'enseignement des professeurs de collège (PEGC) à 18 heures au lieu de 21, le SNALC (proche de l'opposition) qualifie la rénovation de « voie de garage » et le SNES (dirigé par une majorité communiste) parle de « bricolage ». Ce dernier syndicat fait état de la déception de ses adhérents et souligne le flou qui entoure certaines orientations et le surcroît de travail qu'elles occasionnent. Certes, le souci de défendre les intérêts corporatistes des différentes catégories d'enseignants modelent depuis les origines les positions syndicales sur la rénovation. Le fait que les professeurs certifiés du SNES n'ont obtenu aucun avantage horaire explique en partie leur hostilité.

Travail individualisé

Il reste que la grogne de ces derniers recoupe en partie le constat opéré par l'inspection générale de l'éducation nationale et l'inspection générale de l'administration en 1984-1985, première année de mise en œuvre de la rénovation.

Selon la décision de M. Savary, la réforme avait d'abord été appliquée aux seuls collèges volontaires (10 % du total), choisis pour avoir présenté un projet cohérent de travail collectif des enseignants, de réorganisation du temps scolaire et de groupement des élèves, d'utilisation des ressources documentaires. Dès cette première étape, le PEGC enseignant dans les collèges volontaires voyaient leur obligation de service ramenée à dix-huit heures (horaire de leurs collègues certifiés), auxquels s'ajoutaient trois heures consacrées à la constitution d'équipes pédagogiques.

Avec M. Chevènement, qui qualifie le collège de « mailloin sensible du système éducatif », la rénovation conserve ses objectifs, bien que le ministre évite de faire désormais la moindre allusion au rapport Lagraud, qui sent le souffre chez les enseignants. Trois axes pédagogiques sont retenus : la constitution de groupes de niveau homogène (mais dont les élèves peuvent changer en cours d'année en fonction de leur progression) en français, mathématiques et première langue vivante ; l'aide au travail individualisé par l'organisation d'études surveillées

La politique de rénovation — qui doit porter remède au « malaise profond » des collèges — se généralise peu à peu. Les premiers bilans montrent les difficultés de l'opération.

(prise en charge éventuellement par des TUC) ou dirigées (le tuteurat prôné par M. Lagraud est officiellement abandonné) ; ces orientations doivent être appliquées grâce au travail collectif des enseignants dont les tâches, rappelle à nouveau le ministre, « ne se sont jamais limitées à faire des cours ».

Commencée dans le volontariat, la rénovation passe à la vitesse supérieure avec M. Chevènement, puisque sa généralisation à tous les établissements est programmée par tranches successives : 25 % à la rentrée 1985, puis 25 % en plus chaque année pour atteindre la totalité en 1988-1989. Au-delà, le ministre met l'accent sur les nouveaux programmes, publiés en livre de poche et mis en

Il est donc à craindre que les collèges qui entreront en rénovation dans les dernières vagues soient les moins motivés et que le mouvement s'effiloche peu à peu. D'autant que les actions de formation spécifiques, l'une des « carottes » proposées aux enseignants pour la rénovation, se sont révélées décevantes en 1984, selon l'inspection générale : stages trop brefs, saupoudrés, formateurs inadéquats, contenus flous, et surtout désorganisation du travail par l'absence de remplacements.

L'analyse des projets et des actions pédagogiques mises en œuvre révèle un grand conformisme par rapport au cadre fixé nationalement. L'idée d'une « pédagogie différenciée » se réduit souvent à l'organisation de

ciers supplémentaires, voire une réduction de leur temps d'enseignement. D'où aussi la pratique de « l'autoréduction » de la durée des cours dans certains établissements pour compenser les tâches nouvelles. Les limites du bénévolat ne sont pas « indéfiniment extensibles », reconnaît l'inspection générale. Quant au directeur des collèges, il admet que la mise en place des nouvelles structures peut demander un effort supplémentaire aux professeurs, mais que, ensuite, « les choses se stabilisent » s'ils trouvent ensemble « une autre façon de travailler ».

A la fin de l'année 1984-1985, la tendance générale était cependant, selon le rapport, à la « consolidation des expériences » et à la « clarification des objectifs ». Le diagnostic globalement peu encourageant de l'inspection nationale a inspiré à l'éducation nationale une série de mesures et sans doute infléchi le contenu des nouveaux programmes des collèges, qui doivent entrer en application à la prochaine rentrée. Le ministre veut tout d'abord éviter que la rénovation soit assimilée à la seule mise en place de groupes de niveau homogène et ne dérive vers la reconstitution de filières ségrégatives. D'autres formules de regroupement temporaire d'élèves doivent être inventées par les équipes pédagogiques.

« Irréversible »

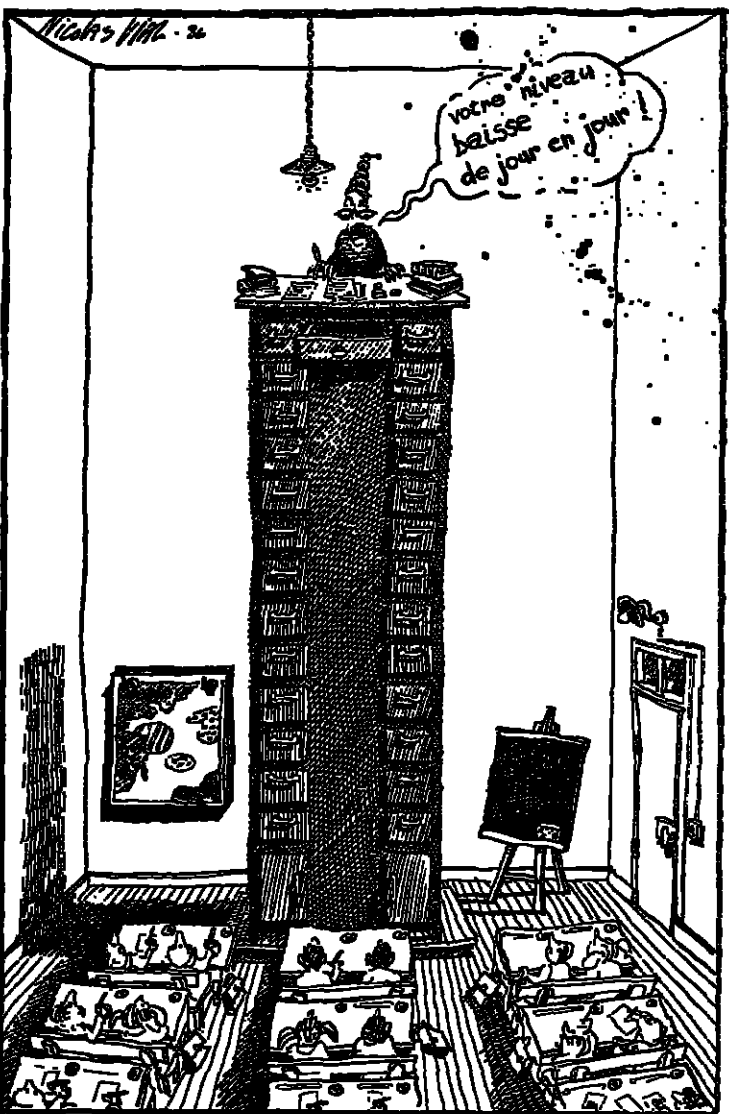
Dès la rentrée 1986, la classe hétérogène devra être réunie pendant une partie de l'horaire de chaque matière. En dehors de leurs horaires d'enseignement, toutes les catégories de professeurs devraient avoir les mêmes obligations : concertation, suivi individualisé des élèves, rencontre avec les parents, conseils de classe... sans que ces tâches puissent correspondre à un horaire précis. Une heure et demie d'études dirigées équivalra pour tous les enseignants volontaires à une heure de cours.

La formation à la didactique des disciplines a été adaptée depuis 1984 à une demande de plus en plus nombreuse. En volume, les objectifs de formation fixés pour 1988 par le IX^e Plan sont d'ores et déjà atteints. L'insuffisance des moyens de remplacement devrait être partiellement compensée par l'organisation de stages dans les classes pour certaines disciplines, et surtout par la programmation des sessions, désormais connue en début d'année, et la prise en compte pour l'établissement des emplois du temps.

Mais le ministre compte aussi beaucoup sur les nouveaux programmes, qui fixent des objectifs plus précis, pour conforter la « rénovation ». Les compléments à ces programmes, à paraître dans les semaines à venir, dresseront la liste des connaissances à acquérir dans chaque classe pour chaque matière : ces textes proposeront une pratique concrète de la pédagogie différenciée et indiqueront des modes d'évaluation possibles, pour la classe de sixième dans un premier temps.

Toutes ces mesures doivent, dans l'esprit de leurs auteurs, consolider un mouvement déjà considéré comme « irréversible ». Mais suffiront-elles à faire oublier, à des enseignants très chahutés sur ce point, la hausse des effectifs par classe (près de 25 en moyenne, au lieu de 24,71 cette année) qui les attend à la prochaine rentrée ? « L'une des rentrées les plus délicates sur ce plan », admet-on au ministère. Les effets de la baisse démographique déjà amorcée ne se feront pleinement sentir qu'en 1987...

PHILIPPE BERNARD.



œuvre à la rentrée 1986, introduit la technologie et l'éducation civique et insiste sur la formation des PEGC.

Le passage du volontariat à la généralisation progressive d'une « rénovation », à laquelle tous les enseignants n'adhèrent pas, est sans doute l'un des points les plus sensibles du dispositif. L'inspection générale note que, dans les collèges où la réforme se met en place, seuls le principal et une minorité d'enseignants (5 % à 15 %) jouent un rôle moteur.

Dans certains établissements, la rénovation n'est que partielle et ne concerne qu'une partie souvent minoritaire des professeurs, les autres ne participant pas. Ailleurs, l'ensemble du corps enseignant s'implique, à l'exception de quelques irréductibles. Les collèges qui rencontrent le plus de difficultés ont généralement présenté les projets de rénovation les plus intéressants et efficaces. A l'inverse, les collèges situés en milieu favorisé et ceux que les recteurs ont « brusqué », pour qu'ils adoptent les nouveaux mots d'ordre, ont déposé des projets de « faible intérêt » et dont les chances de développement sont « aléatoires ».

groupes de niveau homogène dans trois matières en 6^e et 5^e, mais la faible mobilité constatée entre les groupes fait courir le risque d'un retour aux filières ségrégatives que l'on cherchait précisément à éviter.

Des enseignants, dépourvus d'instruction méthodologique précise et d'éléments d'évaluation, ont eu tendance à considérer les « groupes de niveau » comme une panacée pour traiter l'hétérogénéité de leurs élèves, leur difficulté majeure. Hélas ! aucun miracle ne s'est produit immédiatement et les déceptions ont été à la hauteur des espérances. De même, l'adaptation du contenu des enseignements à la nouvelle organisation des cours n'a généralement pas été réalisée et l'inspection générale note que les faibles améliorations constatées dans les premiers mois concernent davantage le comportement des élèves que leurs performances scolaires.

Autre point d'achoppement essentiel, selon l'inspection générale, la réduction de l'horaire d'enseignement des PEGC, source d'inégalités et d'un malaise dans les autres catégories de professeurs. Quelques rares PEGC, rattachés à la rénovation, ne consacrent pas les trois heures libérées à la concertation ou au soutien, comme cela leur est implicitement demandé. A l'inverse, des professeurs certifiés estiment que la rénovation exige d'eux un travail supplémentaire non toujours rémunéré.

D'où la tentation de monnayer leur adhésion au système en revendiquant des moyens finan-

LIVRE

Lycée mode d'emploi

Le lycée n'est plus ce qu'il était. Les souvenirs du « bahut » de papa et de sa « math, élém. » sont d'une maigre utilité pour comprendre cette institution qui accueille aujourd'hui trois fois plus d'élèves qu'en 1960, en attendant de conduire, selon les vœux de M. Chevènement, 80 % d'une classe d'âge en terminale en l'an 2000. Les rumeurs et les fantasmes qui font (ou défont) la réputation des établissements n'apparaissent guère plus fiables pour guider les choix des parents d'élèves soucieux d'assurer la réussite scolaire de leur progéniture. Le mieux est encore de jurer sur pièces, d'enquêter sur le terrain, d'interroger tous les acteurs qui, du parent d'élève au proviseur, de l'apprenti bachelier au professeur agrégé, tentent de vivre sur la « planète lycée ».

C'est ce qu'ont fait Jean-Michel Croissandeau, rédacteur en chef du *Monde de l'éducation*, Christine Garin, Nicole Gauthier et Yves-Marie Labé, tous journalistes spécialisés dans les questions scolaires. Leur *Guide du lycée* n'est ni un livre de recettes pour parents angoissés, ni un bré-

viaire d'enseignant modèle, ni un pamphlet amusant sur l'école, mais il dresse le bilan de santé complet de ce mailloin essentiel au système éducatif. Ouvrage de référence pour ceux qui cherchent leur voie dans le secondaire, le *Guide du lycée* est surtout un gros livre bourré de conseils concrets qui ouvre des pistes de réflexion loin des grosses caisses ministérielles et des tintamarres électoraux. Pas de réponses à des questions toutes faites, pas de solution miracle à la situation désespérée de l'élève X, mais des informations, des propos de professionnels et d'usagers divers qui éclairent le débat.

Lycée-mode d'emploi, lycée-portrait de famille, lycée-clé pour l'avenir, les lecteurs apprendront à déjouer les pièges de l'orientation, oseront pénétrer dans le bureau du proviseur et même dans la salle du conseil de classe, rencontreront l'aumônier et l'infirmière, découvriront ce qu'un examinateur déteste entendre à l'oral du bac, emprunteront enfin les difficiles chemins de la démocratisation de l'enseignement secondaire.

Pour une « évaluation raisonnée »

Au total, le diagnostic n'est pas particulièrement brillant : sélection sociale obstinée, programmes indigestes, hiérarchie des cursus et des matières, obsession du bac, professeurs solitaires et élèves désorientés, absence d'information du public sur l'efficacité des établissements. Les lycées, décidément, pourraient mieux faire et cesser de produire « des élèves ni cultivés ni savants, mais gavés ». Mais y a-t-il des exceptions ? Existe-t-il de « bons lycées » ? Comment évaluer leurs résultats ? Ces questions parcourent le livre comme autant d'obsessions.

Au-delà de l'interrogation légitime des parents, l'évaluation est en effet le corollaire indispensable de la décentralisation administrative (les lycées sont désormais rattachés aux régions) et de l'élaboration de projets pédagogiques spécifiques à chaque établissement, sans oublier l'éventualité d'un assouplissement, voire d'une disparition, de la sectorisation scolaire. L'évaluation des lycées — dont le principe est désormais retenu par l'éducation nationale — est aussi problématique que sa nécessité est impérieuse.

Le *Guide du lycée* plaide pour une « évaluation raisonnée » des établissements, dont l'uniformité proclamée n'est qu'apparente. Mais l'ouvrage tente aussi de démythifier l'idée selon laquelle il existerait dans l'absolu de « bons lycées », caractérisés essentiellement par un fort taux de réussite au baccalauréat. La diversité des établissements, née de leur environnement social et de la stratégie plus ou moins sélective de leurs proviseurs, brouille les cartes et exige des indicateurs plus sophistiqués.

Lieu d'enseignement et lieu de vie, le lycée est aussi un enjeu social de première importance. Mais il n'est pas besoin de lire entre les lignes du guide qui lui est consacré pour discerner aussi la passion d'enseigner et le bonheur d'apprendre.

Ph. Ba.

* Le *Guide du lycée à l'usage des élèves, de leurs parents et de leurs professeurs*, par Jean-Michel Croissandeau, Christine Garin, Nicole Gauthier et Yves-Marie Labé. (Le Seuil, 390 p., 99 F.)

Racine fête son centenaire

Sonnez hautbois, résonnez musettes ! Le lycée Racine (20, rue du Rocher, Paris 8^e) fête cette semaine son centenaire et organise à cette occasion une exposition sur le Paris des années 1880 et diverses manifestations musicales.

La petite histoire, en l'occurrence, rencontre la grande : fêter son centenaire au tournant de mars 1986 témoigne d'une solide inscription dans le siècle. Et l'évolution du lycée accompagne fidèlement l'élargissement progressif

de l'enseignement féminin en France.

Créé pour accueillir les jeunes filles de la bourgeoisie libérale et « éclairée » et pour former en cinq ans des femmes instruites, sinon savantes, le lycée bénéficie en 1902 de la création du premier baccalauréat qui ouvre aux filles les portes de l'Université et, vingt ans plus tard, de l'agrégation.

Il faudra attendre le milieu des années 60 pour voir s'ouvrir les premières classes mixtes et s'envoler, sans doute, un peu du charme du second lycée de jeunes filles parisiennes après Fénelon.

différent.

A l'Ecole Américaine au Tassin ou en Angleterre.

Suisse : Quatre semaines de cours intensifs en anglais, français, allemand ou italien. Pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.
Angleterre : Quatre semaines de cours intensifs en anglais pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet et en août.
 En Suisse comme en Angleterre, activités sportives, musicales, artistiques, culturelles, etc.

TASSIS, Vachères (cours de langues), Est 29 CH-6926 Montagnola-Lugano, Suisse
 Tél. (091) 54 64 71, télex 79 317

The American School in Switzerland

15 à 18 ans Une année scolaire aux U.S.A. avec Eurolangues

documentation sur demande 35, bd des Capucines 75002 Paris Téléphone (1) 42.61.53.35

BAC 85 : LES RÉSULTATS LYCÉE PAR LYCÉE
 Le Monde
 EDUCATION NUMÉRO DE MARS
 EN VENTE PARTOUT

cycle mode d'emploi

est de qu'on fait Jean-
Louis Grossaud, rédacteur
et du Monde de l'Éduca-
Christine Garin, Nicole
et Yves-Marie Labbé,
journalistes spécialisés
les questions sociales.
Guide du lycéen n'est ni
vité de recettes pour
s'engager, ni un pré-

[illegible]

des de l'interrogation
des parents l'obligat-
ion en effet le coraire
arsaire de la decembre
la administrative des
sont desormais rati-
aux regions et de l'ele-
de priets pedagogi-
specifiques a chaque
sagement, sans oublier
siente d'un discusse-
sive d'une disparition,
sectorisation scolaire,
nature des idees -
le principe est desormais
par l'education nati-
onale est aussi problemati-

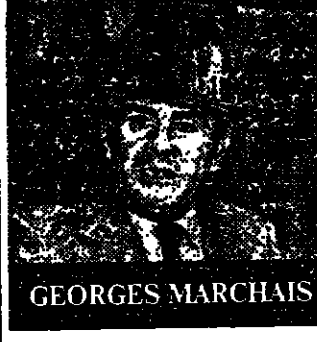
de l'enseignement féminin en France.

te histoire, en l'occurrence la grande fête internationale en mai 1976 et le concours de piano au tournoi de la biennale d'été de la ville de La Haye. Le 15 août, il a obtenu la médaille d'or de la ville de La Haye. Le 15 août, il a obtenu la médaille d'or de la ville de La Haye.

15 à 18 ans
Une année scolaire
aux USA
avec Eurolangues
documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (7) 42.61.53-54

Switzerland

Jean-Louis GIRAL
Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics



5 Sous prétexte des risques encourus, faut-il laisser la place à nos concurrents étrangers et démanteler le système d'incitation à la réalisation de travaux publics sur le marché international qui a fait ses preuves depuis 25 ans ?

**RÉPONSES
ICI
LE 5 MARS**

LES ENTREPRISES FRANÇAISES DE TRAVAUX PUBLICS

JUSTICE

Le Quai d'Orsay dément « catégoriquement » que la France ait laissé repartir un dangereux terroriste

On se refusait à tout commentaire au ministère de l'Intérieur, mercredi 26 février en fin de matinée, à propos de la décision qu'aurait prise le gouvernement de laisser repartir de France, au mois de décembre 1985, un dangereux terroriste. Au ministère des relations extérieures, on opposait un « démenti catégorique » aux informations publiées le jour même à ce sujet par certains journaux.

Ce dangereux terroriste, un extrémiste libanais responsable de l'attentat d'octobre 1983 contre le Drakkar, poste de l'armée française à Beyrouth (58 morts parmi les parachutistes), et qui serait aussi l'un des responsables de l'enlèvement des quatre otages français détenus depuis près d'un an au Liban, aurait séjourné à Paris récemment, mais la DST ne l'aurait pas arrêté à la demande du ministère des relations extérieures, selon *France-Sol* du 26 février, citant la lecture confidentielle *Mardi matin*.

Paris aurait été prévenu de l'arrivée d'Imad Mugniyah par un télégramme de la Maison Blanche. Mugniyah serait le chef du groupe « action » des Hezbollah (les Fous de Dieu iraniens) et aurait été identifié par

les services de renseignements américains et français comme le responsable du double attentat contre le Drakkar et contre le PC des « marines » américains le 23 octobre 1983, commandité par la Syrie. Il aurait aussi contribué à l'enlèvement de Marcel Carton, Marcel Fontaine, Jean-Paul Kauffmann et Michel Scurat.

Mugniyah aurait, en outre, organisé, il y a quelques mois, l'enlèvement de plusieurs diplomates soviétiques à Beyrouth, dont l'un avait été tué. Mais les Soviétiques avaient réussi à obtenir rapidement la libération de leurs hommes en enlevant, à leur tour, trois extrémistes chiites qu'ils avaient abattus, selon *France-Sol*, qui reprend ce mercredi une information publiée dans *Libération* du 11 décembre 1985.

Craignant la vengeance des Soviétiques, Mugniyah serait parti se cacher en France, « où il a trouvé refuge chez les étudiants iraniens ». Paris aurait alors été alerté de son arrivée imminente par Washington, qui lui aurait demandé « de bien vouloir l'appréhender et le placer en garde à vue quelques heures, le temps qu'arrive la demande d'ex-

tradition présentée par la justice américaine ».

Le lendemain, les services de renseignements français auraient repéré le chiffe, et M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, aurait demandé à l'Élysée le feu vert pour l'arrêter. Mais « les proches du ministre des relations extérieures Roland Dumas pèsent de tout leur poids pour exiger qu'on laisse repartir Mugniyah en faisant valoir que la libération des otages avant le 16 mars doit tout primer et que ce n'est pas le moment d'indisposer leurs gosses », affirme *France-Sol*.

Les services français auraient donc laissé faire. Par la suite, « l'homme qui a fait l'objet de la libération des otages », l'un des tout premiers responsables de la « Soma », la police politique de l'Ayatollah Khomeiny, serait venu à Paris et aurait pu repartir « sans être inquiété ».

SPORTS

● **AUTOMOBILISME :** forfait de Citroën au rallye du Portugal. Les deux BX 4TC pilotées par les Français Jean-Claude Andruet et Philippe Wambert ne participent pas, du 4 au 8 mars, au rallye du Portugal qui constituera la troisième manche du championnat du monde. Citroën entend profiter de ce répit pour tenter d'améliorer la compétitivité de la BX 4TC qui souffre toujours d'un handicap de poids (1 180 kg au lieu de 960 kg autorisés) et de puissance (380 ch au lieu de 450 à 500 pour ses rivaux).

● **FOOTBALL :** Coupe de France. — Chaumont a battu Bastia par 3 buts à 0, mardi 25 février, en match retour des seizièmes de finale de la Coupe de France. Les Corsas, vainqueurs à l'aller par 4 buts à 1, sont éliminés.

● **RUGBY :** équipe de France. — Pour reconstruire le Pays de Galles, samedi 1^{er} mars à Cardiff pour son troisième match du tournoi des cinq nations, l'équipe de France aura la composition suivante : Serge Blanco ; Jean-Baptiste Lafond, Phi-

MÉDECINE

Première expérimentation humaine d'un vaccin contraceptif synthétique

Pour la première fois au monde, un vaccin synthétique contraceptif va être expérimenté chez la femme. Cette expérimentation, annoncée officiellement par l'Organisation mondiale de la santé, va, dans un premier temps, être menée chez trente femmes volontaires du Filders Medical Center

d'Adélaïde (Australie). L'Organisation mondiale de la santé estime que, si les essais se déroulent de manière satisfaisante, ce vaccin — qui pourrait modifier profondément les données actuelles en matière de contraception — sera mis sur le marché « vers le milieu des années 90 ».

C'est — déjà — une vieille idée que celle de mettre au point un vaccin « contre la grossesse ». Une idée qui, à l'expérience, se révèle difficile à traduire dans les faits pour l'espèce humaine. Le principe en est simple : utiliser l'une des hormones naturellement indispensables au bon déroulement de la grossesse à des fins vaccinales. C'est-à-dire injecter dans l'organisme féminin une molécule qui peut naturellement synthétiser, afin de faire sécréter à ce même organisme des anticorps qui auront pour fonction d'interdire toute grossesse ultérieure. La molécule-cible est depuis longtemps connue : il s'agit de l'HCG (hor-

monie gonadotrophine chorionique), produite par l'organisme féminin peu après la fécondation et indispensable à la nidation, puis au développement de l'embryon. Plus exactement, il s'agit d'une fraction de l'HCG baptisée Béta. On dispose là en théorie de la molécule idéale qui pourrait inhiber le signal de la grossesse dans l'espèce humaine.

Il y a une dizaine d'années déjà, des essais ponctuels de vaccination contre la grossesse avaient été menés en Inde. Il s'agissait alors d'un vaccin non synthétique associant la Béta HCG (obtenue à partir d'urines de femmes enceintes) et l'antatoxine téanique.

La difficulté — majeure — tient à la similitude de structure entre cette molécule et une autre hormone baptisée LH (hormone lutéinisante), indispensable, elle, au bon fonctionnement des ovaires. Cette difficulté pose à l'évidence un délicat problème éthique : peut-on vacciner contre la grossesse avec une structure moléculaire produite par l'organisme, c'est-à-dire en prenant le risque d'induire une pathologie des ovaires (troubles de l'ovulation, mauvaise imprégnation hormonale de l'organisme, etc.) ?

L'Organisation mondiale de la santé semble avoir réglé cette question — de même que celle de la réversibilité de cette méthode — avec un vaccin synthétique mis au point par l'université de l'Ohio (Etats-Unis), puisqu'elle annonce officiellement le début de la première expérimentation humaine après des résultats prometteurs obtenus chez le babouin. Trente femmes volontaires — mais stériles — participeront à la première phase de l'expérimentation, qui vise à établir l'innocuité du vaccin. « Si cette première phase est couronnée de succès, explique-t-on à l'OMS, le vaccin sera ensuite expérimenté sur des femmes fertiles afin de déterminer son efficacité comme méthode de contraception. » Il s'agira également de connaître sa durée d'action.

La difficulté — majeure — tient à la similitude de structure entre cette molécule et une autre hormone baptisée LH (hormone lutéinisante), indispensable, elle, au bon fonctionnement des ovaires. Cette difficulté pose à l'évidence un délicat problème éthique : peut-on vacciner contre la grossesse avec une structure moléculaire produite par l'organisme, c'est-à-dire en prenant le risque d'induire une pathologie des ovaires (troubles de l'ovulation, mauvaise imprégnation hormonale de l'organisme, etc.) ?

JEAN-YVES NAU.

● **Un nouveau marqueur biologique du SIDA.** — Un groupe de chercheurs américains révèle dans le prochain numéro du *Proceedings of National Academy of Sciences*, avoir découvert un nouveau marqueur biologique du SIDA. Ces chercheurs expliquent notamment avoir mis en évidence une corrélation étroite entre l'infection par le virus et l'augmentation du taux d'une enzyme particulière (l'adénosine déaminase). S'il est confirmé, ce résultat pourrait ouvrir la voie à de nouveaux tests de dépistage de masse du SIDA. Ce marqueur biologique a, en particulier, été retrouvé chez des malades porteurs d'anticorps anti-LAV, mais indemnes de tout symptôme. Aux Etats-Unis, le SIDA a touché 17 517 personnes. 9 114 sont décédées.

gauche s'en va

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Le 26 février, au soir de la victoire des socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va. Et de trois mois, pour les socialistes, la gauche s'en va.

Pour 4 500 F net TTC

Pose et déplacement compris
Paris-banlieue
Matériel garanti 5 ans

1 serrure de sécurité PICARD ou BRICARD
(5 points de fermeture)

4 paumelles soudées
(Changement des vieilles paumelles)

1 cornière en L sur bâti bois
(pose coté gâche)

1 cadre antipinces
(rebouchages et repasses compris)

105, rue de l'Abbé-Groult
530-12-35 75015 PARIS

PUBLICATION JUDICIAIRE

INTREFAÇON DES MARQUES

« CHANEL » et « C »

VÊTEMENTS et SUBSTITUTION

RAUDULEUSE de PRODUITS

Le Tribunal de Grande Instance de MARSEILLE a rendu le 15 novembre 1985 :

1° que l'utilisation, par la Société LYDIA MARTIN de la dénomination « CHANEL » pour offrir en vente des vêtements qui ne sont pas de provenance CHANEL, est l'apposition de cette dénomination sur lesdits vêtements constitue les délits de contrefaçon, d'usurpation et d'apposition frauduleuse de la marque « CHANEL » ;

2° que l'usage, par la Société LYDIA MARTIN, de signes vestimentaires, notamment de boutons, portant deux C majuscules entrecroisées en sens inverse, leur ouverture étant orientée vers l'extérieur, constitue la contrefaçon de la marque figurative « CHANEL » ;

3° que la vente, par la Société LYDIA MARTIN, d'un vêtement qui n'est pas de provenance CHANEL mais qui est identifié par la marque « CHANEL » constitue la substitution frauduleuse de produit au sens de l'article 4^{er} du Code Pénal.

Le Tribunal a condamné la Société LYDIA MARTIN à payer à la Société CHANEL la somme de cent mille francs (100 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL » ;

à payer à la Société CHANEL la somme de mille francs (1 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque figurative « CHANEL » ;

à payer à la Société LYDIA MARTIN la somme de mille francs (1 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL » ;

à payer à la Société LYDIA MARTIN la somme de mille francs (1 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque figurative « CHANEL » ;

à payer à la Société LYDIA MARTIN la somme de mille francs (1 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL » ;

à payer à la Société LYDIA MARTIN la somme de mille francs (1 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque figurative « CHANEL » ;

à payer à la Société LYDIA MARTIN la somme de mille francs (1 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque dénommée « CHANEL » ;

à payer à la Société LYDIA MARTIN la somme de mille francs (1 000 F) en réparation de l'atteinte portée à la marque figurative « CHANEL » ;

ENSEMBLE, PRATIQUONS L'EXPORT DE COMBAT.

Pour

Si j'essaie de comprendre
de dire, d'abord, au fo
auché ait un président
paraît anormal...
Presque paradoxal, oui.
Donc, c'est une certa
de la clandestinité. Nor
ent, elle ne devrait pas y
Mais l'Histoire
e sont des pro

L'AUTRE JOURNAL CHAQUE MERCREDI, 20 F
UN AUTRE JOURNAL, **UN NOUVEL HEBDO**!

L'AUTRE JOURNAL

N°1
hebd

L'entretien
Marguerite Duras
François Mitterrand



MAURICE BÉJART est au Palais des congrès avec le Ballet de l'Opéra de Paris. Il y présente sa dernière création bruxelloise, *le Sacre du printemps*. En avril, il sera à l'affiche du palais Garnier pour *le Sacre du printemps*, *Sonata à trois* et une *Sinfonia*.

Jean-Claude Gallota, à la Maison de la culture de Grenoble, crée le jeudi 27 février, avec le groupe Emile Dubois, *les Lézards* et *Pandora*, qu'il donnera en avril à Paris au Théâtre de la Ville, en alternance avec *Mammouth*. En automne, ce sera *Ulysse* à l'Opéra.

Pier à première vue ne rappelle que ces deux chorégraphes, leur magnétisme et leur regard clair. Au Japon, pourtant, à propos de Gallota on a parlé de Pierre Béjart. C'est vrai que le groupe Emile Dubois connaît partout une popularité grandissante. Sa gestuelle, ses propositions chorégraphiques, offrent une alternative à la danse qui fait son entrée dans le XXI^e siècle.

En 1955, avec *la Symphonie pour un homme seul* sur une musique concrète de Pierre Henry, Maurice Béjart traduisait dans un langage dru, inventif de toutes pièces, l'angoisse existentielle de l'après-guerre. Il dérangeait, il séduisait et allait entreprendre le plus ambitieux des paris : rendre la primauté au corps, exprimer par la danse l'homme universel, aboutissement de toutes les philosophies, de toutes les croyances.

Voilà l'homme projeté dans la mythologie béjartienne. Dieu, dieu solaire, y règne, mais le chorégraphe semble plus attiré par les zones d'ombre. Ses héros sont Nijinski, Nietzsche, Hölderlin ou Baudelaire cherchant à s'élever dans la folie, la violence et l'érotisme une part trouble d'eux-mêmes, une différence. Pour lui, dire ses déviations, ces écartements, Maurice Béjart mêle le geste et le verbe, le tango et l'adage, l'art de la barre et les ornements baroques. Il orchestre des rituels où des couples d'archanges s'affrontent sur des rythmes forts : danses viriles, musclées, que la femme — mère, sœur, déesse humaine — traverse comme un sphinx sur ses pointes acérées.

En trente ans de création, Béjart n'a jamais cessé de faire parler les dieux et de reprendre avec quelques variantes une dérive Nord-Sud, riche en contrastes et en péripéties. Mais son langage, demeure fondamentalement classique, figé dans ses métaphores, l'a empêché d'évoquer suffisamment pour exprimer les nostalgies d'une fin de siècle décadente et les angoisses de



En trente ans de création, Béjart n'a jamais cessé de faire parler les dieux et de reprendre avec quelques variantes une œuvre dérivée Nord-Sud, riche en contrastes et en péripéties. Mais son langage, demeuré fondamentalement classique, figé dans ses métaphores, l'a empêché d'évaluer suffisamment pour exprimer les nostalgies d'une fin de siècle décadente et les angoisses

Dans la foulée voici les Mam-
mames, bronzés, lourdauds, naïfs.
Ils célèbrent, au fond de leur

Aujourd'hui, Jean-Claude G. lorta n'a plus besoin de prétexte pour créer : « *J'arrive les mains vides en répétition, et une fois sur place je suis comme un peigne. J'ai un grand espace à faire vivre* ». Entre les deux versions *Mammame*, il a eu envie de reprendre un ou deux petits du précédemment esquissés. Ainsi sont nées les *Louves* et *Pandora*, relations amoureuses tri-

DOMINIQUE
IMAGES: JEAN YVES ESQUIOFFER JEAN SACK
Sculpture of Dominique de Coln

MARCELLE MICHEL



Béjart

DIONYSOS ET LE BARBARE

Gallotta

3 CESARS



MEILLEUR FILM

MEILLEUR SCÉNARIO ORIGINAL
COLINE SERREAU

MEILLEUR SECOND RÔLE MASCULIN
MICHEL BOUJENAH

ROLAND GIRAUD

Jean-François LEPETIT présente
MICHEL BOUJENAH

ANDRÉ DUSSOLIER

3 HOMMES *et un couffin*

Un film de COLINE SERREAU

DOMINIQUE LAVANANT : PHILIPPINE LEROY-BEAULIEU

IMAGES : JEAN-YVES ESCOFFIER - JEAN-PAUL EN BOIRON - NIN - DANIELE OLIVIERI - DE VORH - PIERRE MARCOTTE -
Société de production de COLINE SERRAULT - Les productions de L'ACHÈVE FILMS - SUTHERLINS - TELEFILMS PRODUCTIONS

44

GÉNÉALOGIE D'UN COUSINAGE

ODÉON

ALBERT O

LES JUIFS

JEAN-PIERRE LÉAUME

14 MARS / 10 AVRIL

100000 COPIES

Planchon répète "l'Avare"

MICHEL SERRAULT EST HARPAGON

Roger Planchon devait tourner Paris-Molière pour le cinéma avec Michel Serrault. Le film ne s'est pas fait.

Mais, au TNP, les deux hommes répètent l'Avare, avec Annie Girardot et des comédiens de la nouvelle génération.

ROGER PLANCHON monte l'Avare. Si certains, comme à l'habitude, fourbissent déjà les armes d'une mise en pièces, d'autres se réjouissent : tous les ingrédients de l'humanité sont rassemblés.

Le lecteur le plus fin, Roger Planchon, qui, avec son dramaturge Michel Bataillon et son assistant Simone Amouyal, forme une redoutable association de dépouilleurs de textes, tout en ayant fait serment d'allégeance à Molière : Michel Serrault, habité pour un temps par les tourments d'un homme d'argent (Planchon dit de lui : « Je l'aime beaucoup. Quand je le vois inventer une scène, je trouve cela superbe »), une distribution élatante, plus de vingt comédiens dont Annie Girardot (Frosine), Sylvie Orcier (Elise), Philippine Leroy-Beaulieu (Mariane) chez les femmes, Pierre-Loup Rajot (Cléante), Fabrice Eberhard (Valère) et Vladimir Yordanoff (La Flèche) chez les hommes.

La rumeur, les déclarations des uns et des autres dans la presse, la télévision, ont pu laisser penser que cet Avare-là était moins menacé de menées extérieures que de frottements, de mésestimes au sein même de la troupe. Depuis bientôt quinze jours, c'est le black-out. Plus une seule interview n'est accordée avant la première représentation, le 3 mars. Comme pour ces pluri-milliards interdits de vestiaires sur le stade des Girondins de Bordeaux, plus un journaliste ne sera accueilli dans l'enceinte du TNP avant le 15 mars.

Que s'est-il passé ? Au commencement était Paris-Molière, projet de film écrit par Planchon. L'Avare est un acte positif du film décapité en février 1985 par la bande Schlumberger qui prit alors la tête de la Gaumont. L'acte positif du film décapité en février 1985 par la bande Schlumberger qui prit alors la tête de la Gaumont. L'acte positif du film décapité en février 1985 par la bande Schlumberger qui prit alors la tête de la Gaumont.

Les discussions autour du rôle, du sens de la pièce, commencent. Pour la première fois de sa carrière — il boucle sa soixante-dixième mise en scène — Planchon associe le premier rôle au choix de ses partenaires. Dans le courant du mois de décembre, tous les rôles sont distribués.

Les répétitions doivent commencer les premiers jours de janvier. Pour trois semaines au Théâtre Mogador d'abord, où la pièce sera reprise à l'automne, puis pour cinq semaines à Villeurbanne. Très tôt, Michel Serrault bouscule ce bel ordonnancement et, pour la deuxième fois, le « système Planchon ».

Roger Planchon est en effet fort réputé pour son extrême habileté à lire un texte, de nombreuses fois, en compagnie de ses comédiens assis à la même table. « La lecture est le temps de la négociation, indique Michel Bataillon, le moment où nous nous mettons d'accord sur la façon de voir les

personnages, sur la compréhension du texte. C'est aussi le moment où Planchon griffonne la mise en place. Au bout de huit jours, il dispose ainsi d'un grand crayonné du spectacle. » Un moment que Michel Serrault a voulu raccourcir. Lors des toutes premières séances, protestant de sa qualité d'acteur, il s'est emporté contre ces lectures par trop « scolaires ». Il est indubitable qu'un comédien de sa trempe n'était pas là à sa juste place. Aussi la troupe prend-elle très vite la route de Villeurbanne.

La décision gêne les jeunes comédiens. Philippine Leroy-Beaulieu, l'héroïne de Trois hommes et un couffin — son premier rôle — qui se retrouve pour la première fois sur une scène, confie : « Cette absence de lecture m'a complètement angoissée. La langue du dix-septième siècle m'est vraiment étrangère. Si, en jouant, on la traduit dans sa tête, on joue forcément faux, on récite. Le temps de la lecture aurait permis de la rendre plus familière, plus rapidement. Il m'est arrivé de faire des contre-sens hallucinants jusqu'à ce que nous en discutions avec Roger. »

Tous sont désormais réunis sur la scène du TNP, dans le décor immense d'Ezio Frigerio — le magasin puis la maison d'Harpagon. Chaque jour, sauf le lundi, ils travaillent de 14 heures à 18 h 30 et de 19 h 30 à 23 heures. D'arrache-pied. Là encore, les habitudes de travail de Planchon ont été modifiées.

D'ordinaire, nous ne travaillons pas les scènes dans l'ordre de la pièce, explique Simone Amouyal. Pour trouver la conti-

nuité d'un personnage, pour bien saisir le sens du texte, nous rapprochons certaines scènes et ce n'est qu'en bout de parcours que l'on retrouve la chronologie. Michel Serrault préfère se laisser porter par le texte. « On trouve, dit-il, des ouvertures étranges, on se laisse surprendre. Je veux faire ressortir l'évidence des répliques, ne pas m'éloigner d'une compréhension claire. L'Avare est un mélange très délicat : ou ça pète ou c'est un élixir. »

Michel Serrault ne dissimule pas, au contraire, certains agacements. Ce jour-là, il juge le plateau trop grand, les déplacements trop longs. Cet autre, il est troublé par le recours à tel ou tel accessoire. Cet autre encore, les premiers essais de musique le gênent. Récriminations de star ? Plutôt une immense exigence — l'Avare sera sûrement l'un de ses plus beaux rôles — et aussi une vraie peur.

Pourtant, il s'amuse parfois. Beaucoup. Des blagues de ses partenaires, du talent drôlatique d'Annie Girardot, qui répète cet après-midi là pour la première fois en costume, épatante Frosine, cocasse et femme d'affaires en dessous, austère et sombre en dessus.

On retrouve Michel Serrault parfaitement détendu dans le domaine de Jacques Schmidt, le très remarquable créateur des costumes. « On n'a jamais vu cet Avare-là. Avec cet habit, mon personnage est déjà en place à 30 %. Je vois comment les choses vont venir. »

Il s'épanouit, se livre : « Plus la mécanique est installée, plus je m'amuse. Au fond, je suis prêt. » Et il baisse la voix, les mots prennent le tour d'un aveu. On comprend alors que, le 3 mars, quelque chose d'important se passera.

Tous les problèmes seront résolus, estime Roger Planchon. Michel Serrault travaille comme tous les grands comédiens. Sa méthode est tout à fait respectable, elle me donne à réfléchir. OLIVIER SCHMITT.



Pierre-Loup Rajot et Michel Serrault.

CETTE PIÈCE A DEUX VISAGES...

par ROGER PLANCHON

CETTE pièce a deux visages. On peut rire d'un avaricieux. Mais ses ridicules cachent le lieu où l'avidité trouve son origine : le cœur sec. Poussé au ridicule, l'appât financier est risible ; l'avarice de cœur ne l'est pas. De là, les choix divergents : les interprètes tirent le personnage vers le drame ou vers la farce débridée. Mais, drame ou farce, la cruauté est sous-jacente.

Molière, nous affirme-t-on longtemps, fut le plus grand farceur de son siècle. Nous savons aujourd'hui qu'il en existait d'autres, aussi efficaces, et qui obtenaient même de plus grands succès de rire et de recettes. L'Avare ou le Misanthrope ne furent que des demi-succès. Non, ce qui supprime ces contemporains, c'est que ce farceur était profond, et c'est bien là la merveille qui, aujourd'hui encore, nous laisse perplexe.

Derrière le comique mécanique de ses pièces, brusquement, le plus aigu de nos rapports avec autrui surgit, l'enjeu le plus secret de nos vies remonte à la surface. Ses héros — comme chacun de nous — ont travaillé longtemps à se

construire une carapace et, brusquement, voilà que l'évidence comique épingle le désarroi d'une vie. Ainsi, l'Avare peut nous faire rire et nous serrer le cœur parce que le monstre d'égoïsme, qui humilie tous ceux qui l'approchent en raison du pouvoir que lui accorde son argent, est brusquement montré nu.

... Molière partage, je crois, le secret de Rembrandt : à tout le monde, une bonté forte. Et c'est pour aller vite que l'emploi de ce mot. Son dernier portrait semble dire plutôt ceci : « Je serai d'une telle intelligence que même les animaux sauvages connaîtront ma bonté. » La morale qui le conduit n'est pas la vaine recherche d'une perle de l'âme, c'est son métier qui l'exige, ou plutôt l'amène avec soi. Les grands auteurs dramatiques parviennent à cette « bonté, contrainte énorme où tout se tait » (Guillaume Apollinaire), n'ayant pas hésité à chercher la monstruosité de leurs personnages en eux-mêmes.

Extraits de la préface de la nouvelle édition de l'Avare, en livre de poche, à paraître début mars.

ANNIE GIRARDOT : ILS ONT SU ME REGARDER

ELLE aurait aimé jouer Dorine dans le Tartuffe. La Frosine de l'Avare n'est pas un rôle vraiment bouleversant pour qui a marqué une génération de cinéastes par ses interprétations dans Rocco et ses frères et le Mari de la femme à barbe. Annie Girardot, l'autre star de la distribution, a pourtant accepté de s'installer quelques mois à Villeurbanne, avec ses bagages de nomade du cœur : plutôt que des valises Viktor, des émotions remémorées, des chaises attisées, des passions en partance. Une Girardot trop grande pour envelopper dans les éphémères flatteurs les raisons de son « retour » à cette scène qu'elle n'avait d'ailleurs jamais quittée.

Bien sûr, elle n'a pas voulu manquer une occasion de participer à un spectacle de Roger Planchon. Bien sûr, elle souhaitait depuis des années jouer aux côtés de Michel Serrault. Mais elle ajoute que « le retour au théâtre de beaucoup d'acteurs de cinéma est dû au fait qu'ils ne tournent plus ». Alors, vacances pour vacances, après le « galop » d'une carrière éfrénée : « Ici je suis gâtée ; je n'ai pas de

responsabilités ; je peux prendre le temps de souffler... » Elle peut même s'offrir la coquetterie de « ne pas savoir son rôle » en répétition, ne serait-ce que pour vérifier qu'un Roger Planchon ne s'attache pas à ces futilités.

« En fait, Planchon me rappelle Visconti par sa façon d'avancer sans inquiétude. » Par son humanité aussi. Et pour Annie Girardot le climat affectif du travail est rien moins que négligeable. Elle a presque les mêmes mots qu'un jeune acteur comme Pierre-Loup Rajot pour confier que la qualité d'une création, au théâtre et au cinéma, est « une question d'amour » : « Si je me suis dépensée avec Visconti, Ferreri, Lecloux ou Cayrol, c'est parce qu'ils ont su me regarder, m'aimer. » Une star est si fragile : « Encore plus fragile que les autres acteurs, parce qu'elle sait à chaque seconde qu'elle doit se battre pour rester au sommet. »

Annie Girardot n'a pas fini de se battre. Non pour demeurer Annie Girardot, plutôt pour aller là où elle n'est pas encore allée, contre la pesanteur d'une profession qui

n'aime pas les déviances. Élève du Conservatoire, déjà elle fuguait à La Rose rouge pour faire ses classes de cabaret. Jeune première chouchoutée à la Comédie-Française, elle a fui vers les studios de cinéma : « Un acteur doit s'assumer, et la maternité du Français allait m'effrayer. » Plus tard, vedette comblée, elle n'a jamais hésité à risquer son image sur un texte de théâtre qu'elle aimait. Encensée à la scène dans Madame Marguerite, elle a voulu un contact encore plus fort, plus intime avec le public en jouant sa vie sur la comédie musicale Madame Marguerite et les autres.

Aujourd'hui, elle se bat avec la même foi pour un scénario et une pièce auxquels ne veulent pas croire les producteurs et les directeurs de théâtre. Elle se bat pour « deux rôles graves ». Dans une pièce, écrite par France Valéry, il est question d'une femme à sa fenêtre, qui revêt son passé, une maternité peut-être illusoire, un amour peut-être perdu. « Pourquoi ne pas jouer plutôt du Guitty ? », lui a-t-on demandé. Elle n'est pas découragée.

« Un jour, dit-elle, les cinéastes français exigeront de voir le Mari de la femme à barbe sous son vrai titre, la Femme-Singe, dans sa vraie version originale, avec sa vraie fin, qu'on a changée à l'exportation parce qu'elle ne faisait pas rire. » Ce jour-là, le théâtre parisien aura peut-être changé d'humeur en découvrant l'autre visage d'une star.

BERNADETTE BOST.

PIERRE-LOUP RAJOT : QUAND ON VOUS AIME

« J'AVAIS vingt-deux ans. J'étais timide et malheureux. Un jour j'ai rencontré Isabelle Adjani sur le boulevard Montparnasse... » Ce n'est pas le début d'un conte de fées ou d'un roman-photo : seulement les premiers mots d'une aventure moderne. Le héros en est Pierre-Loup Rajot, vingt-huit ans aujourd'hui, et qui a imposé sa décade de tendre voyou à dans sept longs métrages, de A nos amours, de Maurice Pialat à la Galette du roi, de Jean-Michel Ribes. Il joue Cléante dans l'Avare, de Planchon : une façon de mettre en œuvre ce qu'il a appris du théâtre, aux côtés de Francis Huster, dans la classe libre du cours Florent, et à l'école du Théâtre des Amandiers, chez Patrice Chéreau.

La rencontre avec Adjani — « Elle ne s'en souvient certainement pas... » — n'a pas été l'événement le plus déterminant de cette carrière. Pierre-Loup Rajot le considère cependant comme un signe. L'actrice était assise à la terrasse d'un café. Lui, alors étudiant en maîtrise de sciences et techniques de l'environnement, à Jussieu, marchait en tête d'une manifestation. « Quand je l'ai reconnue, je me suis dirigé vers elle pour l'agresser. » On peut être timide, malheureux, et violent. « En fait, nous avons parlé. A la fin, je lui ai demandé des conseils ! »

Ses premiers professeurs ont eu l'impression de découvrir un metteur en scène plutôt qu'un acteur. « A cause du trac : pas tant le mien que celui des autres débutants. »

J'étais fasciné par toutes ces façons d'exprimer l'angoisse, ces sueurs, ces tremblements. J'ai voulu mettre en scène mes copains pour étudier ça. »

Ignorant tout du métier d'acteur, vierge de théories et dépourvu de modèles, Pierre-Loup Rajot est devenu en quelques mois « quelqu'un dont on parlait dans les cours d'art dramatique ». Peut-être parce qu'il travaillait « dans la sincérité ». Ou parce que, « il est utile d'être coincé soi-même quand on veut déconner les autres : et j'étais le plus coincé de tous... » Et on en parlait. Assez pour que Patrice Chéreau ait envie de le rencontrer et l'invite à travailler à Nanterre. Assez pour que Dominique Besnehard l'inscrive parmi les poulains de son agence de casting.

Pierre-Loup Rajot n'a toujours pas trouvé de théorie. Il a seulement rencontré des hommes. Qui lui ont permis de vérifier que l'important n'est pas une méthode, ni une technique. Et même, qu'on peut se passer de ces atouts traditionnellement exigés du jeune

comédien : une voix bien placée, de beaux gestes. Cette sensibilité qu'il cherchait chez les autres, ses professeurs ont su la reconnaître en lui. Pour Pierre-Loup Rajot, l'art du comédien est plus que jamais une affaire d'amour. « Quand on vous aime, quand on s'intéresse à vous, vous avez envie de bien travailler... » Les éblouissantes explications de texte planchoniennes ne sont pas pour lui l'essentiel : plutôt un supplément de plaisir.

Après l'Avare, Pierre-Loup Rajot va tourner dans un film d'Antoine Perret, la Nuit de l'océan, avec Jeanne Moreau. Une histoire dont le caractère autobiographique passionne ce comédien épris d'émotions partagées. Plus tard, il reviendra sans doute à la mise en scène et fera travailler des inconnus. « Des gens que je trouve formidables, et qui n'ont pas eu l'occasion de faire leurs preuves, parce qu'ils ne savent pas plaire en société, et qu'ils ont peur, et deviennent agressifs. » Et qui ressemblent au jeune homme qu'il a été, timide et malheureux.

B. Bo.

ODEON THEATRE NATIONAL
Direction François Bardon
ALBERT CAMUS
LES JUSTES
Mise en scène : JEAN-PIERRE MIQUEL
7 MARS/10 AVRIL
Tél. 43.25.70.32

CALDERON
LA VIE EST UN SONGE
Loc. 42.72.23.41
Th. Epicerie-Béaubourg

CLAUDEL
LA VIE EST UN SONGE
Théâtre des Amandiers Nanterre
Location 47.21.18.81

PAUL
du 27 février au 20 avril
VILLE
Mise en scène Bernard SOBEL
Coproduction Nanterre Amandiers & Théâtre de Genève/iers

IN
EURS DE PROJETS CULTURELS
FORMATION NATIONAL D'AVIGNON
Université d'Avignon
11 d'une année à temps plein débiter le

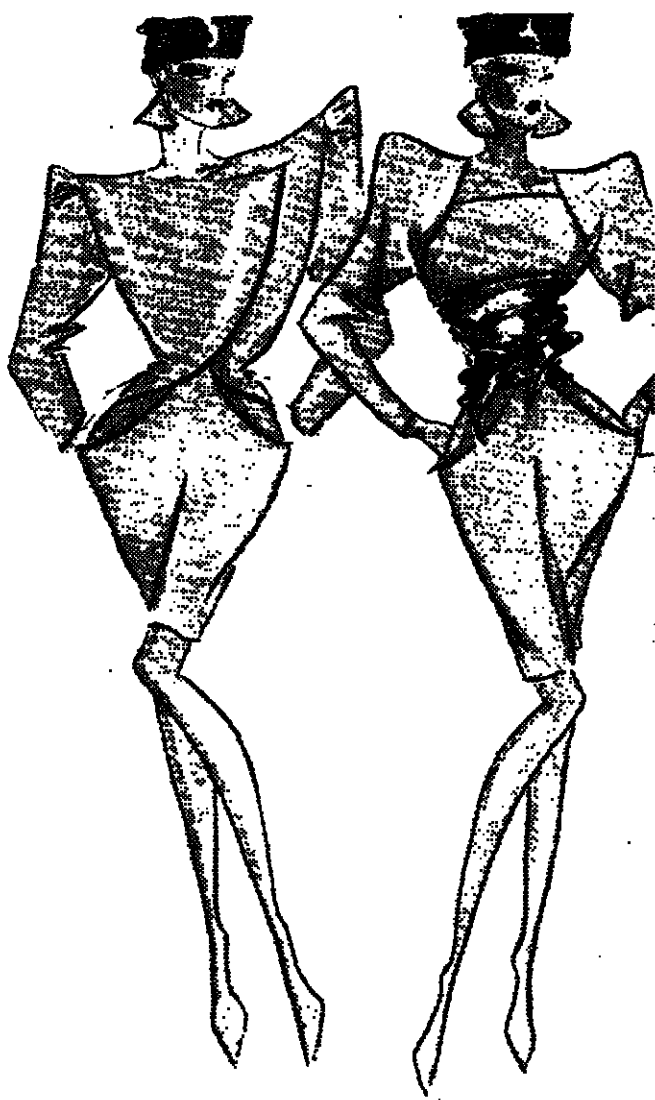
ministère de la culture
Ministère de la Formation Professionnelle
pour un DES de l'Université de Grenoble
des techniques
à partir du 15 Avril 1986
ents :
de la République
ON 101 40 81 00 07

VIÈRE LE 8 MARS
ERVILLIER
GROUPESE
LA VIE DE LARA GAZUL
D'ANDRÉ VERGÈS - ANDRÉ ARAS
Mise en scène : Alfredo ARIAS
Bory est un acteur redoutable et truculent
LE MONDE
à l'écran
Cette telenovela est le coup de la telenovela
la plus à la fois ludique, spectaculaire, délicate
LIBÉRATION
THEATRE DE LA COMMUNE
Tél. 48.34.67.67

Mode : toujours en avance



Yves Saint-Laurent
Rive gauche :
t-shirt drapé
en jersey de soie
et acrylique blanc
sur pantalon au-dessus
de la cheville
en popeline de coton noir.



Ungaro Parafille :
robe habillée courte
en soie jaunâtre,
épaules et décolleté
le cou, à corselet drapé
de satin gris et
jupe à poches extérieures.



Christian Dior :
le premier dessin
de Marc Bohan
pour la collection
boutique d'hiver.
Veste longue
en pied de poule
sur jupe droite
en tweed coordonné.

La longue marche des boutiques

Déjà touchés par la baisse du dollar et du flux de clientes américaines demeurant quelques jours à Paris pour s'habiller, couturiers et créateurs cherchent à diversifier leur production pour rattrapper plus vite.

Ainsi voit-on évoluer les tenues de base, le chemisier de soie laissant la place aux débardeurs, hauts drapés et tee-shirts à manches courtes, plus faciles à porter et à entretenir, notamment en voyage. Le tailleur épaulé garde son attrait, en lainages secs le jour, en soie pour le crépuscule et le soir. Trois-quarts et grandes vestes rivalisent avec de longs manteaux légers et les imperméables en tons clairs qui couvrent facilement les robes, unies mais surtout imprimées, qui apportent leur note de charme à la mode de printemps et d'été, leurs semis de fleurs multicolores sur fonds clairs ou foncés ressortant en cotons et en soies élaborées.

A quelques semaines des présentations de la Cour carrée du Louvre, Marc Bohan chez Christian Dior reprend la direction artistique du prêt-à-porter, qui, en bonne logique, suivra les lignes de la haute couture.

Guy Paulin bénéficie d'un type original de commande, « capital risque » mis en œuvre pour la première fois dans la mode et financé par Paribas, Citicorp (New-York) et le groupe Bausard-Liège.

Jean-Charles de Castelbajac réédite, à l'occasion de sa rétro-

spective new-yorkaise « Innovations in fashion » au Fashion Institute of Technology, un poncho pour jumeaux en collaboration avec la société K-Way. Vendu dans la boutique du musée et aux Galeries Lafayette, qui ont participé à la réalisation de l'exposition, il est coupé en damiers géants de couleurs vives et se sépare par une glissière centrale.

Hermès signe le nouvel uniforme des agents de l'office de tourisme de la Ville de Paris : blazer et blouse marine sur jupe rouge, avec une caravelle dessinée par Chaumet brodée sur un écusson à la poche de la veste.

Du côté des accessoires, la boutique du Musée des arts et de la mode propose des expositions de couturiers en réédition. C'est le cas, entre autres, du premier carré Hermès, de celui d'Yves Saint-Laurent, de Jean Patou, d'une broche de Christian Dior et de quatre parfums Chanel, ainsi que d'un sac de Givenchy.

Rue du Jour, à l'ombre de Saint-Eustache, Agnès B s'agrandit. Elle emménage dans 280 m², sur deux niveaux, tout en crépi blanc et sol carrelé. Les panoplies de printemps en trois tailles s'articulent autour de tee-shirts de coton rayé (300 F), de cardigans unis en tons doux (360 F), à coordonner aux jupes et pantalons dans les mêmes prix. Les

imprimés de polyester à petits points blancs sur noir se taillent en débardeurs (380 F), chemises surtaillées (590 F), jupes à plis et taille élastique, comme le pantalon (820 F et 560 F). Les jupes de cuir sont à 1 350 F et 1 500 F.

Anne-Marie Beretta anime de quilles multicolores un superbe imperméable à emmanchures surbaissées de popeline gris éléphant qui se resserrent à la taille par un jeu de pressions (5 520 F). Le kabig typique sept-huitièmes en drap de laine marine est à 2 835 F. Un long manteau en gabardine de laine mastic (4 440 F) s'ouvre sur un tailleur saharienne et un pantalon resserré à la cheville (6 215 F).

Dans le très haut de gamme, Bernard Perris prépare son inauguration new-yorkaise, à l'angle de Madison Avenue et de la 69^e rue, en juin. Sa panoplie d'entrée de saison comprend un trois-quarts en fine gabardine de laine bleu pastel, jupe droite kaki, gilet de coton façonné vieil or et chemisier damassé jonquille à manches courtes.

Emanuel Ungaro projette d'ajouter à ses trois gammes de prêt-à-porter « Prima Donna », vêtements de voyage d'entretien facile. En effet, les merveilleuses robes de soie imprimées et drapées se vendent autour de 13 000 F, les tailleurs 8 600 F. « Solo Donna » commence à

1 300 F, en robes de coton imprimées de roses, les tailleurs de lin bien épaillés 3 200 F.

Emmanuelle Khanh utilise beaucoup de gabardines de viscose, souple et légère, en bleu de France et jaune mirabelle, en vestes trois-quarts à emmanchures chauve-souris et jupe droite au-dessus du genou (2 760 F), à porter avec un chemisier de soie imprimée (1 570 F). De ravissants tricots de coton perlé sont brodés de grandes fleurs formant un long bouquet sur fond noir, rouge, jaune et rose pâle (2 530 F).

Gianfranco Ferré voit sa notoriété s'affirmer auprès des élégantes françaises qui apprécient le luxe dépoli du créateur italien. La soie et le lin dominent, avec de grandes vestes de coton aux parements réversibles (7 200 F). Les débardeurs de crêpe de chine lilas, rose ou champagne sont gagnés de satin (1 600 F) sous un chemisier (2 900 F) et une jupe droite. De belles robes-manteaux à parements de smoking se ferment d'un lien de passementerie (7 800 F).

Guy Laroche habille juste, avec de bons rapports qualité-prix. Ainsi ses chemisiers de polyester imprimés sont-ils lavables (1 285 F). La jupe en gabardine de laine droite (970 F) contraste avec la couleur du blazer à double

boutonnage doré (1 830 F) en jaune, bleu dur, marine ou rouge. Le deux pièces en bourrette de soie comprend une tunique et un pantalon.

Chez Jacques Esterel, la deuxième collection signée Marion Lesage développe les séparables de coton et de soie réalisés dans les usines du groupe. Le chemisier en soie à basque (900 F) apparaît sous un gros caban de lainage gris banquier, à grands carreaux multicolores et une jupe droite, formes qui se retrouvent en écossais de coton bleu et vert.

Louis Féraud taille en polyester façonné des chemisiers à cravates (1 160 F) à porter avec une jupe droite en laine vive (1 680 F). Succès du tailleur épaulé veste double face coquelicot (4 640 F), livré avec son chemisier de soie façonné assorti. Il existe aussi en primevère, vert pomme ou caramel, jusqu'au 46. La jolie robe de soie drapée en cache-cœur oppose deux tailles de pois en écarlate sur marine (2 940 F).

Du très haut de gamme chez Valentino, se doublant d'une ligne « studio », plus accessible, et de tricots. Mais les tissus sont superbes : drap de laine d'agneau pour les trois-quarts marine à boutons dorés de la panoplie de printemps, couvrant un spencer, une jupe de flanelle grise, un gilet sans manches de cachemire jaune et une blouse de lin bleue à cra-

vate de soie club. Saint Laurent Rive gauche taille en jersey mélangé de soie et d'acrylique de délicieux tee-shirts drapés (1 440 F), à couvrir d'un cardigan étiré de grosse laine, orné de boutons dorés (2 800 F), avec un pantalon en popeline de coton (1 450 F). Les tailleurs commencent à 6 820 F, spencer à martingale et jupe droite (8 500 F), veste prince-de-galles et jupe unie. Les robes de dîner en crêpe viscose à corselet commencent à 4 200 F.

NATHALIE MONT-SERVAN. ADRESSES

AGNÈS B., 6, rue du Jour, 17, rue Michelet, 17, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie.
ANNE-MARIE BERETTA, 24, rue Saint-Sulpice.
BERNARD PERRIS, 62, faubourg Saint-Honoré.
CHRISTIAN DIOR, 30, avenue Montaigne, 12, rue Boissy-d'Anglas.
EMMANUEL UNGARO, 2, avenue Montaigne, 25, faubourg Saint-Honoré.
EMMANUELLE KHANH, 2, rue de Tournon, 10, rue de Grenelle, 45, avenue Victor-Hugo.
GIANFRANCO FERRÉ, 22-24, rue Cambon.
GUY LAROCHE, 29, avenue Montaigne, 30, faubourg Saint-Honoré, 9, avenue Victor-Hugo, 47, rue de Rennes.
JACQUES ESTEREL, 73, faubourg Saint-Honoré.
LOUIS FÉRAUD, 88, faubourg Saint-Honoré, 72, faubourg Saint-Honoré, 47, rue Bonaparte.
VALENTINO, 19, avenue Montaigne.
YVES SAINT LAURENT RIVE GAUCHE, 9, place Saint-Sulpice, 38, faubourg Saint-Honoré, 19, avenue Victor-Hugo, 12, rond-point des Champs-Élysées.

GIANFRANCO FERRÉ

22/24, rue Cambon, 75001 PARIS - Tél. 42.61.84.65

Raoul Dufy et la mode

Bouquets de capucines, semis de roses, Raoul Dufy a fait imprimer les couleurs de ses jardins sur tissu. La vocation lui en est venue quand il a rencontré Paul Poirat, vers 1909. « Nous rêvions de rideaux éclatants et de robes décorées dans le goût de Botticelli », écrit le couturier.

Raoul Dufy se met au courant de la technique, et se lance dans cette expression nouvelle. Trois ans plus tard, le propriétaire d'une grande entreprise de soieries à Lyon lui offre de collaborer avec lui. Tout en restant lié à Paul Poirat, Raoul Dufy réalise pendant seize ans une prestigieuse collection d'étoffes imprimées.

Différentes expositions ont été organisées, en 1977 au Musée d'art moderne, en 1983 au Japon et plus récemment au British Council à Londres.

Du 20 mars au 25 mai, l'exposition organisée par l'association Les Amis de Bagatelle, Matignon Fines Arts, la Galerie Marcel Bernheim se tiendra au Trianon de Bagatelle.

Renseignements : 42-76-41-35 et 42-66-44-06.

EMMANUELLE KHANH



COLLECTION PRINTEMPS-ÉTÉ

45, avenue Victor-Hugo 75016 Paris 45-00-97-01	2, rue de Tournon 75006 Paris 46-83-41-03	10, rue de Grenelle 75006 Paris 45-48-12-86
--	---	---



Agnès B.

8 MARS - NOUVELLE BOUTIQUE
6, RUE DU JOUR - PARIS

économie

LA RESTRUCTURATION DE LA SIDÉRURGIE

Le « sale boulot » au quotidien

De notre envoyé spécial

Metz. - Sacilor-Sollac louait 50 autocars par jour pour amener aux usines quelque 7 000 sidérurgistes. Un ramassage normal, que pratiquent beaucoup d'entreprises. En revanche, anormaux étaient les horaires : 5 heures du matin pour les uns, 6 heures pour d'autres. Même décalage le soir. Les usines du groupe héritées des plans acier successifs, avaient simplement des habitudes différentes que personne n'avait corrigées. D'où une multiplication de cars.

Concertation avec les syndicats. Réflexion. Aux deux tiers, les sidérurgistes votent pour 5 heures. Le ramassage est réduit à un seul passage, dix sont supprimés. « Le gain pour Sollac, est de 4,6 millions de francs sur l'année », raconte M. Edmond Pachura, son PDG. Une mine ? Non. Un exemple parmi mille du grignotage ou par son de ce qu'est au quotidien une restructuration d'entreprise.

Restructurer est un « sale boulot », a dit le premier ministre. En tout cas, quel boulot ! Tout démontre, tout revêt : production, achats, stocks, qualifications.

Travail interne et externe

Par leur puissance séculaire et leur paternalisme, les maîtres des forges occupaient une place considérable non seulement dans l'économie régionale, mais dans toute l'organisation sociale des bassins. Avec la crise de l'acier, cette puissance s'est effondrée : l'acier n'emploie plus guère que 10 % des effectifs industriels lorrains. Restructurer la sidérurgie, c'est alors intervenir là où n'attend pas une entreprise. « L'acier a été à l'origine de la civilisation industrielle et cela pèse encore sur nos épaules », explique M. Pierre Julien, secrétaire général de Sacilor. Le groupe ne peut attendre son objectif, qui est simplement de retrouver des bénéfices (normalement dans le courant 1987), sans, d'une certaine façon, moderniser la

région entière. Le travail est autant interne qu'externe.

Un exemple à Uckange. Les sociétés sidérurgiques manquaient de main-d'œuvre après guerre, quand l'acier se développait. Elles ont fait venir en Lorraine, d'autres régions françaises et de l'étranger, une force de travail qu'il a fallu loger. La COFIMEC, société immobilière parisienne, construisait alors des immeubles de 1 186 logements à

en retraite anticipée. 50 000 départs ont été enregistrés depuis dix ans. Or aujourd'hui, cela ne suffit plus. Il faut faire partir des plus jeunes, c'est-à-dire leur trouver des emplois de substitution.

Yucco Europe ouvra ses portes dans quelques semaines à Gorcy sur le froid plateau qui domine Longwy. Yucco est une PMI japonaise de cent cinquante salariés dotée d'une spécialité mondiale de viabilité des pla-

de SLV, travaille dans ce qui fut la halle des approvisionnements et qui a été rénovée et fraîchement repeinte en couleurs vives par Solodev.

« Les sidérurgistes ont une excellente qualification dans le travail du métal. Les poignées sont en aluminium et pas en fer, mais, qu'importe, la tradition est conservée », explique M. Jean Crouzier, directeur de Solodev et véritable accoucheur de ce projet comme de beaucoup d'autres (les Schtroumpfs, en Lorraine par exemple). Les effectifs d'Antanal atteindront 87 personnes à l'été.

Les PMI créent des emplois

Rares sont les grandes implantations industrielles aujourd'hui. Les grandes usines sont faites des petits ruisseaux de PMI qui créent des emplois. Comme Sacilor-Entreprise est bien mieux armée pour les dénicher et les aider pas à pas que les organismes publics faits pour les grandes opérations de redéploiement, voilà le groupe sidérurgique contraint de se mêler de tout ou presque, et de porter à bout de bras certains projets. Sacilor a ainsi contribué à créer ou à maintenir 3 713 emplois dans le bassin, correspondant à des engagements financiers de 152 millions de francs. Au terme de trois ans, les conventions signées avec les entreprises représentent 6 156 emplois et des aides de 211 millions. Des chiffres d'emplois qui seraient supérieurs au nombre des « jeunes » sidérurgistes dont il faut se séparer.

« Sale boulot » ? Le vaste nettoyage industriel et régional auquel participe Sacilor, contribuera plutôt à remettre les troupes... « Encore faudrait-il que notre acharnement soit mieux porté », déplore un dirigeant du groupe. M. Chérèque nous aide beaucoup. Mais les querelles politiques, l'immobilisme patronal et bancaire, et surtout les réticences des sidérurgistes eux-mêmes freinent le mouvement. La région tournée vers le passé n'est pas mobilisée.

ERIC LE BOUCHER.

Accord entre Paris et la Commission européenne sur le dossier Chapelle-Darblay

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Après dix mois de négociations, les autorités françaises et la Commission européenne sont parvenues à un accord sur le montant et les modalités de l'aide publique pouvant être accordée à l'entreprise La Chapelle-Darblay. Le premier producteur français de papier journal est installé en Seine-Maritime, dans la circonscription de M. Laurent Chérèque, préfet, puis vers la Solodev, la société de Sacilor qui s'occupe, elle, de la reconversion du sud du bassin. La Solodev l'épaula étape par étape : étude de marché, élaboration d'un plan, aides. Puis la société est créée sous le nom d'Antanal. Voilà l'industriel nicois à Villefranc, fier communistes sur les friches de l'ancienne usine locale (SLV) spécialisée dans les rails de chemin de fer. « C'était la chance de ma vie », avoue-t-il tout sourire. L'équipe entière de 50 sidérurgistes sous la conduite de l'ancien patron

réduit et, surtout, la relation entre les subventions pures et les prêts à conditions proches du marché, modifiée. Au total, l'équivalent subvention nette (ESN) : concept qui mesure la relation entre l'aide d'Etat et l'investissement, fut ramené de 35 % à environ 20 %. M. Peter Sutherland, le commissaire chargé de la politique de la concurrence, s'est félicité de l'arrangement ainsi conclu, indiquant que la Commission avait tenu compte de la nécessité pour la Communauté de préserver ses propres sources d'approvisionnement en papier journal. En France, la production est de l'ordre de 274 000 tonnes pour une consommation qui atteint 580 000 tonnes.

Ph. L.

ENTREPRISES

Volvo dénonce ses accords avec Fermenta

Volvo ne cédera pas à Fermenta, chef de file de l'industrie pharmaceutique suédoise, ses participations dans Pharmacia (40 %) et dans Sonesson (30 %). Le constructeur automobile de Göteborg a dénoncé l'accord signé à cet égard le 8 janvier dernier, qui se réalisait aurait débouché sur la constitution du plus grand groupe pharmaceutique scandinave avec un chiffre d'affaires de 12 milliards de couronnes (autour de francs). C'est principalement le scandale déclenché par les écologistes en révélant que M. Refast El-Sayed, président de Fermenta, avait usé de ses diplômes universitaires (Le Monde daté 23-24 février), qui a conduit Volvo à renoncer. Tandis que M. El-Sayed ramèterait piteusement sa démission, à la Bourse de Stockholm les actions Fermenta ont littéralement plongé (- 50 %). Or le règlement de l'acquisition projetée devait se faire en actions Fermenta de sorte que Volvo serait devenu actionnaire à 20 % du nouveau groupe.

Volvo cherche maintenant à renforcer seul ses intérêts dans l'industrie pharmaceutique suédoise en lançant une OPA sur Sonesson (sociétés Leo, Gambio, Dacka, Ferrosan), sans exclure toutefois une association industrielle ultérieure avec Fermenta.

Télécoms : la Commission européenne financera 31 projets de recherche

La Commission européenne a annoncé, le mardi 25 février, à Bruxelles, la conclusion d'accords avec 109 entreprises appartenant à la CEE ou non et instituts de recherche, dans le cadre du projet « RACE » (Research advanced communications for Europe). Ce projet est destiné à créer à l'horizon 1995 un réseau européen de télécommunications capable d'assurer des services nouveaux, comme les vidéoconférences ou le vidéotexte. La Commission va financer 31 projets

de recherche pour un montant total de 40 millions d'ECU (environ 270 millions de francs).

Micro-ordinateurs : IBM baisse ses prix en Europe

IBM a annoncé, le 25 février, une nouvelle baisse (de 27 %) du prix de son micro-ordinateur PC AT. Cette décision ne concerne que l'Europe, où elle va contribuer à la guerre des prix que se livrent les fabricants sur un marché très concurrentiel. Plusieurs d'entre eux (les américains Compaq et Apple, les suédois Ericsson) ont déjà annoncé des réductions.

PHILIPPE LEMAITRE.

REPÈRES

Dollar : stable à 6,93 F

Très attaqué ces derniers jours, le dollar s'est stabilisé mercredi 26 février sur toutes les grandes places financières internationales pour coter 6,93 F (contre 6,9315 F la veille) et 2,2540 DM (contre 2,2550 DM). La devise américaine s'est même raffermie un peu à l'égard de la monnaie japonaise (181,70 yens contre 180,80 yens) sur intervention, disait-on, de la Banque de Tokyo. Mais l'information n'a pas été confirmée. D'une façon générale, les affaires ont été assez calmes. Selon les cambistes, les derniers indicateurs sur la situation économique aux Etats-Unis, plutôt meilleurs que prévu grâce à la baisse des prix du pétrole, auraient pu favoriser cette pause.

Agences de publicité : + 19 % en 1985

En 1985, selon l'hebdomadaire spécialisé *Stratégies*, la marge brute des cent premières agences de publicité françaises a dépassé 4 milliards de francs, en progression de 19 % sur 1984. La marge brute, rappelle-t-on, ce sont les 15 % environ que les médias leur reversent sur le montant total des budgets publicitaires (ou chiffre d'affaires) qui leur sont confiés par les annonceurs. Publicité Conseil reste en tête avec une marge brute de 259,2 millions de francs (pour un chiffre d'affaires de 1,6 milliard), suivi de deux agences du groupe Havas, HCM (Havas Conseil Mastrotti), et Beller Conseil, qui a conquis la troisième place devant RSCG (Roux, Seguela, Cayzac et Goudard). En France, la première agence américaine vient au cinquième rang. Il s'agit de Young and Rubicam, première agence américaine et deuxième mondiale derrière la japonaise Dentsu. C'est Beller Conseil qui a connu la plus forte croissance des revenus (+ 62,8 % contre 14,5 % et 14,6 % pour les deux premiers). Si l'on considère les groupes, c'est la nébuleuse de l'Agence Havas, rassemblée dans la holding EUROCOM, qui reste la plus importante, avec 1 milliard de francs de produit brut en France (2,1 milliards dans le monde).

Inflation : + 0,3 % en janvier aux Etats-Unis

Les prix de détail ont progressé de 0,3 % en janvier aux Etats-Unis, la plus faible hausse enregistrée depuis septembre 1985. Un résultat d'autant plus encourageant que la baisse des prix de gros de l'essence ne seront répercutées que dans l'indice de février. Rappelons qu'en 1985 l'inflation s'était inscrite à 3,8 % et que, dans son projet de budget, le gouvernement Reagan table sur une poussée des prix limitée à 4,1 % cette année. La baisse des cours du pétrole devrait, selon nombre d'économistes, permettre d'améliorer encore ces résultats : si elle se maintient, la chute de 10 dollars par baril du pétrole brut se traduira par une baisse de 1,5 à 2,8 points de l'inflation en 1986, estime le principal économiste de Shearson Lehman Bros, M. Allen Sinai.

SOCIAL

La CGT dénonce le comportement du gouvernement et du patronat à l'égard des libertés syndicales

A l'issue de la journée nationale sur les libertés qu'elle a organisée le mardi 25 février, la CGT a adressé une réclamation au Bureau international du travail (BIT) sur les atteintes aux droits et libertés syndicales en France, en assurant que « s'est développée une véritable offensive contre les droits syndicaux, individuels et collectifs dans notre pays ». Le matin, en conclusion une réunion de témoignages, M. Henri Krasucki a affirmé que, « depuis le 1^{er} janvier 1985, 9 782 militants CGT dans 2 805 entreprises ont fait l'objet de mesures de répression ». Il a mis en cause le patronat, « qui a entrepris de développer une répression multiforme, grave, méthodique », ainsi que les ministères du travail, de l'intérieur et de la justice. « Ces trois-là engagent le gouvernement. Nous n'avons à tenir qu'une seule parole ».

L'après-midi, une manifestation a rassemblé 2 000 militants place du Trocadéro (rebaptisée, comme l'avait fait M. Mitterrand, place des droits de l'homme). « De même que les périodes de progrès social correspondant au développement des droits et libertés », a déclaré M. Krasucki, « de même les périodes de répression sont toujours associées à la régression sociale ». M. Gérard Gamet, secrétaire de la CGT, responsable du secteur droits et libertés (et membre du comité directeur du PS), avait choisi de ne pas participer à la manifestation du Trocadéro « On n'a quand même pas un gouvernement liberticide », a-t-il déclaré à l'occasion (organe des cadres CGT). Mais il a conduit une délégation au ministère de la justice, une autre se rendant au ministère du travail et une au CNPF.

Tout au long de la matinée à Montreuil au siège de la centrale, les militants se sont succédé au micro devant un aréopage constitué de membres du bureau confédéral et présidé par M. Henri Krasucki. A la porte de la salle sur de vastes panneaux de bois qui faisaient songer à la fois à des panneaux électoraux et à un monument au mort étaient inscrits les noms des syndiqués licenciés ou sanctionnés, tandis qu'une affiche rappelait : « Laisser toucher aux élus CGT, c'est ne plus avoir personne pour me défendre ».

Dans la salle, M. Daniel Iferniet, responsable des houillères des Cévennes, racontait comment lors de la grève à l'automne dernier il avait été révoqué pour avoir « bouculé » un cadre dans le feu de l'action. M. Georges Baroin de Bata (Dordogne) s'est battu contre les licenciements (« dont cent cinquante frappent les syndiqués à la CGT ») et la remise en cause des « avantages acquis ». Mais les pouvoirs publics ont autorisé le licenciement de cinq élus, « bafouant ainsi le droit syndical ». Une rédactrice d'Antoinette raconte le « harcèlement sexuel » dont a été victime une postière (adhérente à la CGT) et les péripéties judiciaires qui se sont suivies. On rappelle également l'amende de 1 million de francs que doivent verser quinze militants de l'usine Citroën d'Aulnay après les grèves de 1985, la « répression » qui

s'abat sur les usines Renault. EDF n'est pas épargnée, puisque les militants qui dépassent des crédits d'heures de délégation jouent insuffisamment sont sévèrement sanctionnés.

Enfin, comment ne pas faire témoigner M. Alain Clavaud, licencié par Dunlop « pour délit d'opinion » ? Pour la CGT, qui s'est livrée à un décompte des mesures de répression depuis le 1^{er} janvier 1985, le secteur public, le secteur nationalisé, le secteur privé, notamment les PME, sont logés à la même enseigne pour le non-respect des droits syndicaux. « Le syndicalisme de lutte est-il dépassé et inutile », a demandé M. Krasucki ? Les droits syndicaux deviennent un privilège, une tolérance (...). Le gouvernement pénalise les travailleurs et non les chefs d'entreprise. La justice de classe est toujours une réalité... »

« Entre une véritable stratégie du patronat privé et public et les diverses pratiques gouvernementales, une étroite correspondance apparaît », affirme pour sa part le dossier remis par la CGT à ses invités. La rencontre du 25 février ne devait pas être une manifestation de masse. En conviant des juristes et des professeurs, le syndicat a cherché à faire reconnaître son bon droit. L'opinion publique aura-t-elle perçu le message ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

AGRICULTURE

Les Douze favorisent l'usage industriel des productions agricoles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Le Fonds européen agricole va contribuer à la modernisation de l'élevage bovin dans le centre de la France. Aux termes de la décision prise, le mardi 25 février, par les ministres de l'Agriculture des Douze, le concours accordé s'élèvera à 47 millions d'ECU, soit 320 millions de francs, échelonné sur six ans. Le coût total du programme, dont 40 % sera pris en charge par le Fonds européen, atteindra 800 millions de francs, qui seront surtout consacrés au drainage, à l'amélioration des pâturages et au remembrement.

L'opération couvrira la quasi-totalité du territoire de huit départements : l'Ailier, le Cantal, la Corrèze, la Côte-d'Or, la Creuse, la Haute-Vienne, la Nièvre et la Saône-et-Loire, et de manière plus partielle cinq autres, le Cher, la Dordogne, l'Indre, la Vienne et l'Yonne. Le programme préparé en étroite liaison avec les organisations professionnelles et régionales s'inscrit dans la nouvelle politique d'aide à l'amélioration des structures agricoles de la Communauté qui prévoit la possibilité de financer des actions complexes de développement dans des régions considérées comme handicapées. Le conseil a approuvé également un programme intéressant l'Italie du Nord et un autre l'Ecosse.

Une étape importante a été franchie, mardi, dans la recherche de débouchés industriels pour la production agricole. Les ministres ont décidé d'accroître très fortement la subvention accordée pour la fabrication d'amidon à partir de maïs, de blé et de féculé de pomme de terre. Cet amidon est utilisé par l'industrie chimique pharmaceutique, par les producteurs de papier-carton et, créneau prometteur, par la filière biotechnologique, où il sert de substrat à

la culture des bactéries et des enzymes.

La production d'amidon représente un débouché de 400 000 tonnes pour les céréales de la CEE et pourrait atteindre 1,5 million de tonnes en 1990. La subvention, qui permettra aux utilisateurs de s'approvisionner aux conditions du marché mondial, sera, si l'on considère les prix actuels, grosso modo trois fois plus élevée que celle, forfaitaire, qui est aujourd'hui accordée. Versée à l'utilisateur d'amidon, elle sera réservée, en principe, aux industries non alimentaires (les industries alimentaires bénéficient par rapport à leurs concurrents des pays tiers de la protection de la politique agricole commune). Cependant, à la demande du Royaume-Uni, des dérogations seront possibles.

La filière sucre

Dans le même esprit, les ministres ont adopté un second règlement dont l'objet est de favoriser l'usage du sucre dans l'industrie chimique. Des usines s'installent, mais hors des frontières de la Communauté, en Autriche et en Finlande notamment, les industriels voulant pouvoir acheter le sucre au prix mondial. L'idée est de rétablir des conditions de concurrence telles que la Communauté profite également de cette évolution. Une subvention sera versée aux industriels utilisant du sucre.

Le problème était de s'entendre sur son montant. Elle devait être suffisamment attractive pour que les industriels opérant dans la CEE se trouvent placés dans des conditions voisines de celles de leurs concurrents achetant le sucre sur le marché mondial. Mais elle ne devait pas l'être au-delà du strict nécessaire, sous peine de porter préjudice aux fabricants d'amidon. Il y a en effet souvent concurrence entre les deux filières. Le conseil s'est mis d'accord sur un compromis assez souple pour pouvoir être corrigé si l'expérience l'exige. Les Belges se sont prononcés contre car ils estiment que la formule retenue avantage trop la filière sucre.

PHILIPPE LEMAITRE.

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES ENCADRÉES	Le mètre	Le mètre
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,00
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,50
IMMAGINATION	50,00	50,00
AUTOMOBILES	50,00	50,00
AGENCE	50,00	50,00
AGENCE	50,00	50,00

mobilier

meubles ventes

18^e arrdt

20^e arrdt

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY CHATEAU

appartements achats

URGENT RECH 4-5 P.

ORPI - 42-22-70-63.

locations non meublées offres

Paris

45-04-20-00

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL

enda du Monde

Enseignement

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Notre école de 100 professeurs en 100 centres de langue dans le monde entier et en France. Cours de 10 à 30 heures par semaine. Soit dans un centre de langue, soit à domicile.

REDUCTIONS

pour séjours de 90 jours ou plus en hôtel et voyage de 10 jours ou plus en avion. Cours de 10 à 30 heures par semaine. Soit dans un centre de langue, soit à domicile.

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH

Remington House, Kent (Angleterre). Tel. : (44) 0423-53-12-12. Tél. 0423-53-12-12. Tél. 0423-53-12-12.

4 rue de la Paix, 75001 Paris. Tel. : 01-42-55-35-35.

LE FRANCAIS OU L'ANGLAIS EN FRANCE REGENCY LANGUAGES

116, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tel. : 01-42-55-35-35. Tél. 01-42-55-35-35.

Maroquinerie

SOLDE S/PRIX DE GROS

SACS, SACS, SACS

42-72-16-55. Tél. 01-42-72-16-55.

Moquettes

MOQUETTE 100 % PURE LAINE WOOLMARK

Prix posée : 99 F m².

Tél. : 42-56-81-12.

Stages

STAGE ANGLAIS-MATHS

du 27 mars au 3 avril en Angleterre. Cours de 10 à 30 heures par semaine. Soit dans un centre de langue, soit à domicile.

01-42-55-35-35.

Troisième âge

PROJ. COLLABORATIFS (77)

RETRAITES, RETRAITES, RETRAITES

01-42-55-35-35.

Hotellerie

HOTELLERIE - Les Cadrès

vacances, confort, services

01-42-55-35-35.

Vacances

TOURISME

Portofino, Côte d'Azur, Italie

01-42-55-35-35.

Loisirs

STAGE ANGLAIS-MATHS

du 27 mars au 3 avril en Angleterre. Cours de 10 à 30 heures par semaine. Soit dans un centre de langue, soit à domicile.

01-42-55-35-35.

Maroquinerie

SOLDE S/PRIX DE GROS

SACS, SACS, SACS

42-72-16-55. Tél. 01-42-72-16-55.

ÉTRANGER

Le rééchelonnement de la dette vénézuélienne

Le Venezuela et ses banques créancières devaient mettre fin le 26 février à trois ans de négociations laborieuses en signant un accord permettant de rééchelonner 21,2 milliards de dollars de dette publique sur douze ans et demi. Huit jours auparavant, les quatre cents instituteurs de crédit engagés au Venezuela avaient tiré les leçons des difficultés nées de la chute des cours du pétrole et accepté d'offrir deux années de grâce avant d'être remboursés des échéances 1985 et 1986 sur

le principal d'une dette globale évaluée à 34 milliards de dollars, dont 27 milliards de dette publique. Un premier dénouement suivi avec le plus grand intérêt par les milieux financiers internationaux. Il intervient en effet sans que Caracas soit officiellement passé par un accord préalable avec le Fonds monétaire international. Ce qui n'a pas empêché le Fonds de donner aux banques un avis somme toute favorable sur l'évolution vénézuélienne.

Confiance raisonnée

De notre envoyé spécial

Caracas. - Pour leur bonheur, les Vénézuéliens restent des monoproduit d'or noir. Autant dire que la dégringolade des prix les a atteints de plein fouet. Ils ne paient pas pour autant - du moins pas encore - mais se livrent à des comptabilités féveresques, qui tournent parfois au cauchemar. A combien de dollars le baril la dernière transaction ? Quelle moyenne de vente en février ? Le Mexique fait-il mieux, ou moins bien ? Les chiffres, que d'habitude le gouvernement garde jalousement, pour protéger le commerce, ressemblent, avec la crise, à des secrets d'Etat.

Que le baril baisse d'un dollar, et c'est tout un pan du commerce extérieur qui s'effondre, toute une gamme d'investissements qui faut mettre au placard. « Pour chaque dollar en moins par baril, nous perdons cinq cents millions de dollars dans l'année », dit M. Jacques Tarbes, président de Lagoven, l'une des quatre entreprises publiques chargées de l'exploitation pétrolière. Cinq cents millions, c'est-à-dire trois semaines d'exportations en ce début d'année. Les mêmes calculs sont faits un peu partout, et pour cause. Le pétrole continue de fournir 90 % des devises et d'alimenter 60 % du budget.

Dur métier, donc, que celui de planifier au Venezuela. Il y a deux mois, l'optimisme était de mise. Après plusieurs années de récession et de désordre financier, les comptes étaient en équilibre, et une relance - timide - était envisagée. Le budget avait été établi en fonction d'un baril à 24 dollars, et des investissements programmés dans des secteurs en déclin. Un quel-

ques semaines, tout a changé. De 24 dollars, le baril est tombé à 17 dollars. La mévente, sensible depuis plusieurs mois, s'est accentuée. Dès juillet 1985, le Venezuela a cessé de remplir son quota d'exportation, fixé par l'OPEP à quelque 1 400 000 barils par jour, moins de 15 dollars il y a quelques jours, combien demain ? Dans l'incertitude générale, une certitude, en tout cas, existe : « Nous n'avons pas encore touché le fond du puits », dit M. Alberto Valero, directeur des affaires internationales au ministère de l'énergie et des mines.

De l'aveu général, les dirigeants vénézuéliens se sont adaptés tard, trop tard, à la réalité du marché. « Le pays est resté longtemps prisonnier de l'orthodoxie de l'OPEP », dit M. Alberto Quiros Corradi, directeur du quotidien *El Nacional*. Une orthodoxie qu'on n'expose plus que du bout des lèvres au ministère de l'énergie : « Pour maintenir les prix, il faut contrôler la production », dit M. Valero.

Coup du sort

Les pertes étaient considérables. La mévente, conjuguée avec la chute des cours, diminuait de moitié les revenus pétroliers. Les calculs les plus optimistes font état, pour 1986, d'un manque à gagner de 4 à 5 milliards de dollars, soit le tiers des recettes de l'an dernier. Officiellement, on fait bonne figure face à ce coup du sort. Le président de Lagoven, M. Tarbes, affirme que le potentiel de production sera maintenu, bien qu'il absorbe 70 % des budgets d'exploitation. Il est actuellement de 2 millions et demi de barils par jour, soit 1 million de plus que la production effective. « Nous sommes convaincus, en effet, que la

crise est provisoire et qu'un jour ou l'autre nous aurons besoin de ce potentiel. Si nous ne le maintenons pas, ça nous coûtera plus cher de le rétablir ».

Même fidélité proclamée aux investissements faits dans la culture de l'Orénoque, qui possède d'énormes gisements d'extra-brut bitumineux, un produit équivalent ou supérieur au charbon. Les réserves récupérables sont de 267 milliards de barils, ce qui promet plusieurs siècles d'exploitation. « Nous sommes déjà en mesure de produire 100 000 barils par jour, et même d'aller jusqu'à 200 000 avec les infrastructures existantes », dit-on à la Lagoven. Mais les milieux pétroliers étrangers sont sceptiques et estiment que les travaux, dans la région, sont déjà ralentis ou arrêtés.

Certes, il y a encore loin du prix de vente actuel du baril à son prix de revient (3 dollars) mais ce raisonnement comptable ne vaut guère dans un pays qui doit sa santé aux super-bénéfices pétroliers.

L'un des scénarios les plus optimistes spéculé sur l'intelligence des pays consommateurs. « Une baisse trop grande ne conviendrait finalement à personne », dit M. Valero. Elle rendrait caduc, en effet, les investissements faits en faveur des énergies de remplacement, et de la fabrication de voitures de petite cylindrée.

Signes positifs

Au ministère, on note des « signes positifs » chez certains pays, y compris, du côté des producteurs, en Grande-Bretagne, qui a beaucoup troublé le marché.

Mais ces « signes positifs » sont encore trop faibles, on trop rares, pour dissiper l'inquiétude, qui domine à court terme. A long terme, en revanche, c'est une confiance raisonnée qui prévaut. Le président de Lagoven se dit convaincu que les besoins de pétrole vont augmenter en volume, tout en baissant en pourcentage. Sans doute y a-t-il beaucoup de nouveaux venus sur le marché. « Mais la baisse des prix va ralentir partout dans le monde les recherches pétrolières », dit un expert européen. Ce qui redonnera toutes ses chances à un producteur traditionnel comme le Venezuela, qui possède à la fois les réserves, les hommes et les techniques pour entrer dans une nouvelle phase de production.

CHARLES VANHECKE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AVIS AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ HACHETTE

En application des dispositions de l'article 4 de la loi 84-937 du 23-10-84 visant à garantir la liberté de la presse et son pluralisme, à assurer la transparence financière des entreprises de presse et à favoriser leur développement, les actions de la Société Hachette doivent obligatoirement revêtir la forme nominative.

Les actionnaires de la société qui détiendraient encore des titres au porteur doivent donc procéder à cette formalité dans les meilleurs délais, tous les dossiers devant être déposés le 17 mars au plus tard, délai de rigueur au-delà duquel il ne sera plus accepté de dépôts.

Les actions restant au porteur feront l'objet d'une vente par adjudication dans les délais et conformément aux dispositions des sixième et septième alinéas du chapitre I de l'article 94 de la loi de finances pour 1982 (loi 81-1160 du 30-12-81).

La centralisation des dossiers de mise au nominatif est assurée par la société Métro-Participations, 9, rue Beignon, 75008 Paris, qui est chargée de la tenue des comptes nominatifs des actionnaires de la société Hachette.

BAYERISCHE VEREINSBANK S.A. (BV FRANCE)

Le 30 janvier 1986, le conseil d'administration s'est réuni pour arrêter les comptes de l'exercice 1985, au siège social de la maison mère la Bayerische Vereinsbank A.G. Munich.

La filiale française du groupe clôture son troisième exercice social avec un total au bilan de 593,2 millions de francs (1984 : 558,7 millions de francs) et un bénéfice net après provisions, amortissements et impôts de 5 millions de francs, égal à celui de l'exercice précédent.

TRANSPORTS

L'AVENIR DE LA MARINE MARCHANDE

Le rapport Lathière propose des mesures pour augmenter la compétitivité de l'armement français

Piqué au vif par la lettre très sévère que lui avait adressée il y a une semaine M. François Tozan, président du Comité central des armateurs de France (le Monde du 21 février), le gouvernement s'est décidé à publier le rapport Lathière relatif à la crise de la marine marchande.

Ce document de vingt-sept pages dresse un diagnostic sans complaisance d'une situation qui est devenue de plus en plus critique puisque la flotte battant pavillon français a diminué de trente-deux unités l'an passé, et il propose une série de mesures propres « non pas à alimenter une stratégie de repli, mais à partir à la reconquête de l'efficacité ».

« Il est surprenant de rencontrer une profession qui se sent ou qui se dit à ce point mal armée », note en préambule M. Bernard Lathière, aujourd'hui président de l'Aéroport de Paris. Dans un style direct qui n'abuse pas de chiffres, M. Lathière n'hésite pas à désigner sans ambages les responsables de la situation, c'est-à-dire tout le monde :

« Les armateurs, qui n'ont pas su dégager les capacités pour investir, qui emploient du personnel sédentaire, pléthorique dans les bureaux, qui concentrent leur exploitation sur un trop petit nombre de secteurs géographiques, qui enfin, sauf exceptions, subissent la loi des transitoires et développent insuffisamment leurs installations à terre, avant et après le transport maritime ».

Les syndicats, « qui ont trop tiré sur la ficelle » par des revendications excessives (dix-huit à vingt jours de congé par mois d'embarquement, au lieu des dix à treize jours depuis l'an dernier pour la marine allemande) ;

« Les autorités de tutelle, qui se sont montrées longtemps trop bien-

veillantes vis-à-vis de leur « clientèle », et qui aujourd'hui multiplient les tracasseries ;

« Une Europe maritime quasiment inexistante, où la France peut se sentir isolée ».

« L'armement a vu la tempête trop tard. Ses inhibitions politiques et syndicales ne lui ont pas permis de prendre à temps les bonnes décisions, et il nous faut maintenant opérer à chaud », constate M. Lathière, qui propose une série de mesures.

Il élimine les suggestions inopportunes, voire hasardeuses dans la conjoncture actuelle. Par exemple, la réduction à une seule du nombre des écoles nationales de la marine marchande (il en existe cinq actuellement) ; la diminution du nombre des stages à bord, alors que c'est sur les navires qu'on apprend le métier de marin.

D'autres propositions, en revanche, sont intéressantes et devraient servir de base de négociation entre les armateurs, les syndicats et le prochain gouvernement. Il faut d'abord relever le niveau des aides de l'Etat à la marine marchande, qui sont sans commune mesure avec les crédits affectés à la construction navale par exemple. Dans l'immédiat, à condition que les pouvoirs publics optent pour une stratégie offensive, M. Lathière propose la création provisoire, pendant un an ou deux, d'un « pavillon d'attente » jusqu'à ce que le « colt » du marin français revienne au niveau moyen européen (soit une économie de quelque 20 %). Pendant cette période transitoire les armateurs recevraient une aide de l'Etat.

Le rapport suggère des mesures afin d'inciter les armateurs à envoyer leurs navires anciens à la ferraille, et surtout, ce qui est un tabou pour les syndicats, l'introduc-

tion d'équipages mixtes, c'est-à-dire employant un contingent de marins étrangers sur les navires français. L'allègement des cotisations sociales des armateurs ainsi que diverses incitations fiscales sont proposés et chiffrés.

Tous les partenaires concernés disposent désormais d'une base de travail solide que le Conseil supérieur de la marine marchande émettra le 6 mars. Reste à savoir si le prochain gouvernement aura, d'ailleurs, la volonté de sauver la marine marchande.

FRANÇOIS GROSCHARD.

LUFTHANSA RESTERA ÉTATISÉE ET KLM SE PRIVATISE

La compagnie aérienne néerlandaise KLM ne sera pas partiellement privatisée avant les élections législatives de 1987. M. Franz-Josef Strauss, ministre-président de Bavière et membre du conseil d'administration de la compagnie, l'a emporté sur le ministre fédéral des finances, M. Gerhard Stoltenberg, qui souhaitait faire tomber la participation étatique dans le capital de Lufthansa de 74,31 % à un peu moins de 50 %.

M. Strauss craignait que cette privatisation ne détourne la compagnie d'acquiescer des avions du consortium européen Airbus, dont il est président du conseil de surveillance. En revanche, la compagnie néerlandaise KLM va voir diminuer la part étatique dans son capital de 54,8 % à 39,4 % à la faveur d'une émission d'actions nouvelles sur le marché international. KLM espère 330 millions de dollars (2,3 milliards de francs) d'argent frais pour acquérir de nouveaux avions.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

EMPRUNTS FEVRIER 1986

EMPRUNT A TAUX FIXE : 2 milliards de F

soit 400 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 966 F

Taux nominal : 10,20 %

Taux de rendement actuariel brut : 10,30 %

Durée : 12 ans

EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE : 1 milliard de F

soit 200 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 943 F
Taux d'intérêt du 1^{er} coupon : 10,20 % payable le 10 mars 1987

Coupons suivants : taux d'intérêt annuel égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, établi par l'INSEE, pour le mois de janvier précédant la date de révision. Taux minimum 6,50 %.

Durée : 10 ans

MODALITÉS COMMUNES AUX DEUX EMPRUNTS

Amortissement : in fine

Jouissance, règlement : 10 mars 1986

Souscription auprès des Banques, Bureaux de Poste, Caisse d'Epargne.

Agents de Change et Comptables du Trésor.

Une fiche d'information (vsa C.O.B. n° 86-85 du 18/02/86) peut être obtenue sans frais auprès de la

CNA, 56, rue de Lille 75002 Paris

et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

Republic National Bank of New York (France)

R.N.B.

Le Conseil d'Administration de la Republic National Bank of New York (France) s'est réuni le 18 février 1986 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST.

En 1985 la Republic National Bank of New York, 20^{ème} banque américaine, a créé une filiale en France. Cet établissement a repris les activités et le personnel dont disposait la Trade Development Bank (France) avant sa fusion avec la succursale française d'American Express Bank.

La R.N.B. propose à sa clientèle d'entreprises et de particuliers une gamme complète de services et d'opérations bénéficiant de la compétence de sa maison-mère et de son accès privilégié aux financements internationaux.

Malgré le fait que les activités de la R.N.B. aient débuté le 1^{er} août 1985, et l'importance

des frais de démarrage, les résultats sont satisfaisants.

Au 31 décembre 1985, le total du bilan de la R.N.B. ressort à F 1.311.600.000. Le montant des concours accordés par la banque représente F 695.000.000 à cette même date, les dépôts de la clientèle s'élevant à F 586.000.000.

Après amortissements, provisions et impôts sur les sociétés, le bénéfice net de ce court exercice atteint F 4.913.000.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires est convoquée pour le 1^{er} avril prochain au siège de la Société.

Siège Social : 20 Place Vendôme 75001 Paris - Tél. : 42 60 38,64.

VAINCRE LE CHAOS ET L'ABSURDE AVEC THOMAS MORE

"Le plus grand homme d'Etat de l'Occident"

L'UTOPIE

"Le secret de son génie"

présentées par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres
TEXTE ORIGINAL INTÉGRAL de MORE. En regard, traduction nouvelle. Introduction : origine, sens et puissance de l'Utopie. Notes. Tables. Index analytique. Une référence permanente aux problèmes actuels. Prix Bordin de l'Académie. Mame éditeur. 6^{ème} mille.

UN PRESTIGIEUX VOLUME : reliure toile de lin chiffrée. Signets. Sous-écrit illustré. 18 x 24, 790 pages. Le livre à offrir : 210 F franco, livré par retour.

COMMANDES : A. PRÉVOST, C.G.P. 1462-61 Z Lille ou chaque banque, 16, avenue des Fleurs 59110 La Madeleine. Tél. 20 55 29 16.

Ecrire pour spécimen gratuit. Pour envoi recommandé ajouter 10 F.

MARCHÉS FI

PARIS

Marché	Indice	Différence
Paris	100	
London	100	
New York	100	
Stockholm	100	
Oslo	100	
Copenhague	100	
Helsinki	100	
Tallinn	100	
Riga	100	
Vilnius	100	
Kiev	100	
Moscou	100	
Bruxelles	100	
Amsterdam	100	
Frankfurt	100	
Berlin	100	
Munich	100	
Zurich	100	
Geneve	100	
Paris	100	
London	100	
New York	100	
Stockholm	100	
Oslo	100	
Copenhague	100	
Helsinki	100	
Tallinn	100	
Riga	100	
Vilnius	100	
Kiev	100	
Moscou	100	
Bruxelles	100	
Amsterdam	100	
Frankfurt	100	
Berlin	100	
Munich	100	
Zurich	100	
Geneve	100	

DE LA

Marché	Indice	Différence
Paris	100	
London	100	
New York	100	
Stockholm	100	
Oslo	100	
Copenhague	100	
Helsinki	100	
Tallinn	100	
Riga	100	
Vilnius	100	
Kiev	100	
Moscou	100	
Bruxelles	100	
Amsterdam	100	
Frankfurt	100	
Berlin	100	
Munich	100	
Zurich	100	
Geneve	100	
Paris	100	
London	100	
New York	100	
Stockholm	100	
Oslo	100	
Copenhague	100	
Helsinki	100	
Tallinn	100	
Riga	100	
Vilnius	100	
Kiev	100	
Moscou	100	
Bruxelles	100	
Amsterdam	100	
Frankfurt	100	
Berlin	100	
Munich	100	
Zurich	100	
Geneve	100	

